



**ÉVALUATION À
MI-PARCOURS**





ÉVALUATION À MI-PARCOURS

Projet de coopération technique Sud-Sud – BRA12/OO2-SO07
Projet régional de renforcement de la filière coton dans le bassin du lac Victoria
(Burundi-Kenya-Tanzanie) – Projet Cotton Victoria

SOMMAIRE

Le projet

4

1. Résumé exécutif

4

2. Contexte du projet

4

3. Identification du projet

4

4. Equipe d'évaluation du projet

5

5. Collaborateurs

5

6. Institutions coopérantes

5

7. Dates de réalisation de la mission d'évaluation

5

8. Méthodologie

5

9. Perspectives financières du projet

6

10. Objectif de la mission d'évaluation à mi-parcours

7

11. Matrice de questions

8

12. Méthodologie d'entretien

9

Contexte du coton dans les pays partenaires

12

Analyse quantitative des données

17

Les principaux constats

42

Recommandations

46

Conclusion

49

Le projet



LE PROJET COTTON VICTORIA

1. Résumé exécutif

Le but de cette évaluation à mi-parcours est d'apprécier la performance des efforts consentis pour influencer directement sur le rendement du coton, la mise en œuvre des activités, la gestion réalisée par les institutions et l'appropriation des technologies diffusées dans le cadre du projet régional de « Renforcement de la filière coton dans le bassin du lac Victoria » (« Cotton Victoria »), de 2016 à 2025. Après examen des réponses apportées aux questionnaires semi-structurés par les gestionnaires, les techniciens, les vulgarisateurs et les agriculteurs participant ou ayant participé au projet, les conclusions tirées contribueront à accroître l'efficacité, l'efficacité et l'effectivité du projet. Étant donné que la durée du projet a été prolongée jusqu'en décembre 2026, les observations et recommandations issues de cette évaluation pourront contribuer à une amélioration des actions menées, à une plus grande appropriation des connaissances et, en dernière instance, à leur pérennité.

2. Contexte du projet

Dans le cadre de l'Initiative brésilienne pour le coton, le projet régional BRA12/002-S007 pour le « Renforcement de la filière coton dans le bassin du lac Victoria » (« Cotton Victoria ») a été signé en octobre 2016, en partenariat avec les gouvernements du Burundi, du Kenya et de la Tanzanie. Le projet dispose d'un budget de 5 367 796,66 USD et entend contribuer au renforcement des capacités institutionnelles et des ressources humaines en ce qui concerne l'utilisation et la diffusion des technologies cotonnières et des systèmes de production de semences. Les institutions partenaires du projet sont les suivantes : au Burundi, la Compagnie de Gérance du Coton (COGERCO), l'Institut des Sciences Agronomiques du Burundi (ISABU) et l'Office National de Contrôle et de Certification des Semences (ONCCS) ; au Kenya, l'Autorité de l'Agriculture et de l'Alimentation (AFA), l'Organisation de Recherche Agricole du Kenya (KALRO) et le Service d'Inspection Phytosanitaire du Kenya (KEPHIS) ; en Tanzanie, le Conseil du coton de Tanzanie (TCB), l'Institut de Recherche Agricole de Tanzanie (TARI) et l'Institut de Certification des Semences de Tanzanie (TOSCI).

3. Identification du projet

L'objectif du projet **BRA 12/002-S007**, « Projet régional de renforcement de la filière coton dans le bassin du lac Victoria (Burundi-Kenya-Tanzanie) – Projet Cotton Victoria » est de contribuer à l'augmentation de la compétitivité de la filière coton au Burundi, au Kenya et en Tanzanie.

Coordination en charge à l'ABC/MRE : Coordination générale pour l'Afrique, l'Asie et l'Océanie

Coordinateur : Nelci Peres Caixeta

Analyste en charge : Camila Guedes Ariza

4. Équipe d'évaluation du projet :

Melissa Popoff Scheidemantel (Analyste de projets à l'ABC)
Rafael Peron Castro (Professeur à l'UFLA)
Everina Jovita Lukonge (Coordinatrice locale du projet)

5. Collaborateurs

Camila Guedes Ariza (Analyste de projets à l'ABC)
Márcio Aurélio Fleury (Assistant de projets à l'ABC)

6. Institutions coopérantes

BRÉSIL

Agence Brésilienne de Coopération (ABC) du
ministère des Affaires Étrangères + Université
Fédérale de Lavras - UFLA

BURUNDI

Compagnie de Gérance du Coton (COGERCO)
+ Institut des Sciences Agronomiques du Burundi
(ISABU)

KENYA

Agriculture and Food Authority (AFA) - Fibre
Crops Directorate + Kenya Agricultural and Li-
vestock Research Organization - KALRO

TANZANIE

Tanzania Cotton Board (TCB) +
Tanzania Agricultural Institute (TARI)
Domaine thématique : Agriculture (cotonculture)

7. Dates de réalisation de la mission d'évaluation

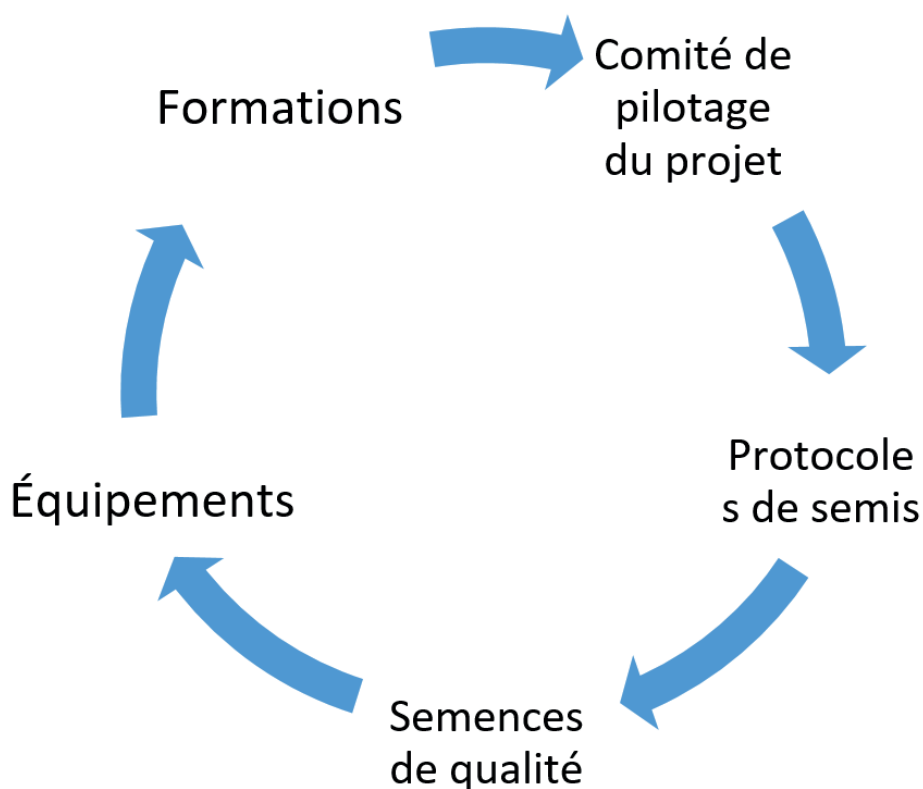
Burundi : du 4 au 8 novembre 2024
Kenya : du 11 au 15 novembre 2024
Tanzanie : du 18 au 22 novembre 2024

8. Méthodologie

L'exercice de l'évaluation à mi-parcours est entrepris à mi-chemin de la mise en œuvre d'un projet, en vue d'en compléter le suivi par une dimension explicative (« comment » et « pourquoi » nous produisons ou non les effets positifs escomptés). L'évaluation à mi-parcours sert également à déterminer si la solution proposée à la situation/au problème initial est toujours pertinente au vu des perspectives et des besoins des bénéficiaires, et à proposer les ajustements techniques et opérationnels nécessaires. Durée du projet : du 11/10/2016 au 31/12/2026. Révision du projet en 2024 avec une prolongation jusqu'au 31/12/2026. L'accent sera porté sur les actions suivantes, à évaluer dans le cadre de cette mission :

- Neuf formations réalisées par l'UFLA : i) techniques d'analyse des semences ; ii) conservation des sols et des eaux ; iii) techniques de communication et de vulgarisation rurale et iv) lutte intégrée contre les ravageurs ; v) production d'engrais organo-minéraux ; vi) production cotonnière ; vii) mise en place d'une station météorologique et utilisation de données ; viii) évaluation et contrôle de la croissance des cotonniers et ix) technologies agronomiques pour améliorer l'utilisation de l'eau et réduire les pertes de sol ;
- Sept réunions du comité de pilotage du projet réalisées ;
- L'élaboration et l'application de protocoles de semis pour chacun des pays partenaires ;
- L'organisation d'au moins une journée de terrain par an dans chaque pays ;
- La tenue d'au moins une réunion du comité technique national par an dans chaque pays ;
- La multiplication des formations dans les pays partenaires ;
- Dons d'équipements ;
- Don de 10 kg de semences de coton brésilien.

Il convient de noter que, pendant la phase de mise en œuvre du projet, la pandémie du COVID-19 a empêché la réalisation de missions brésiliennes dans les pays partenaires, au cours des 2020 et 2021. Malgré cela, l'ABC a conservé le flux de ressources pour la conduite des activités locales. La mission d'évaluation à mi-parcours permettra de vérifier les questions en suspens et les résultats obtenus jusqu'à présent, et de suggérer des ajustements à apporter au projet d'ici la fin de sa durée.

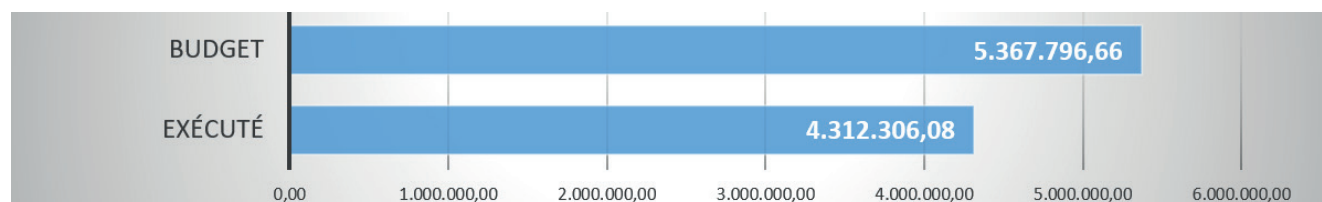


9. Perspectives financières du projet

a) Tableau d'exécution du budget

Sous-projet	Budget	Exécuté	%
BRA/12/002 -S007 Projet régional de renforcement de la filière coton dans le bassin du lac Victoria (Tanzanie-Kenya-Burundi)	5 367 796,66	4 312 306,08	80,34

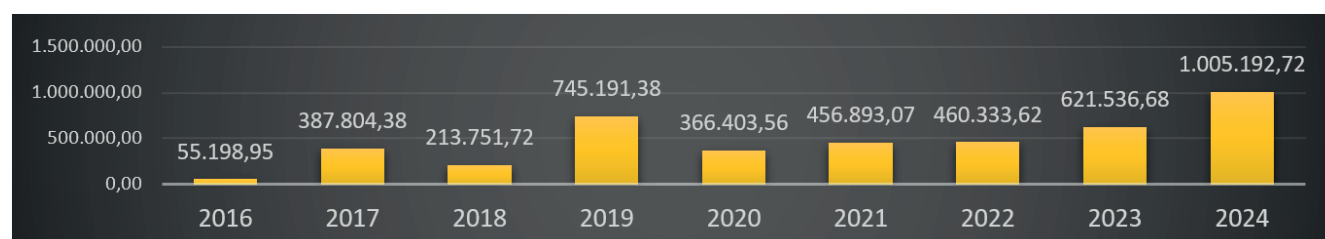
Graphique a.



b) Exécution financière de 2016 à 2024

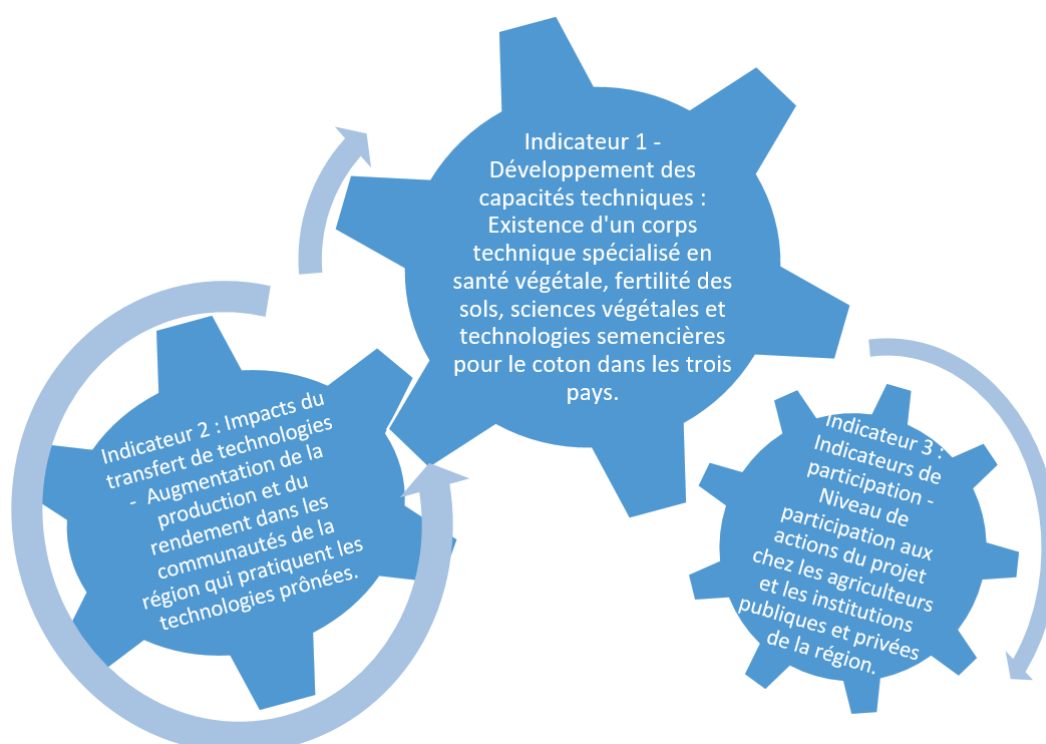
2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	USD Total
55 198,95	387 804,38	213 751,72	745 191,38	366 403,56	456 893,07	460 333,62	621 536,68	1 005 192,72	4 312 306,08

Graphique b



10. Objectif de la mission d'évaluation à mi-parcours

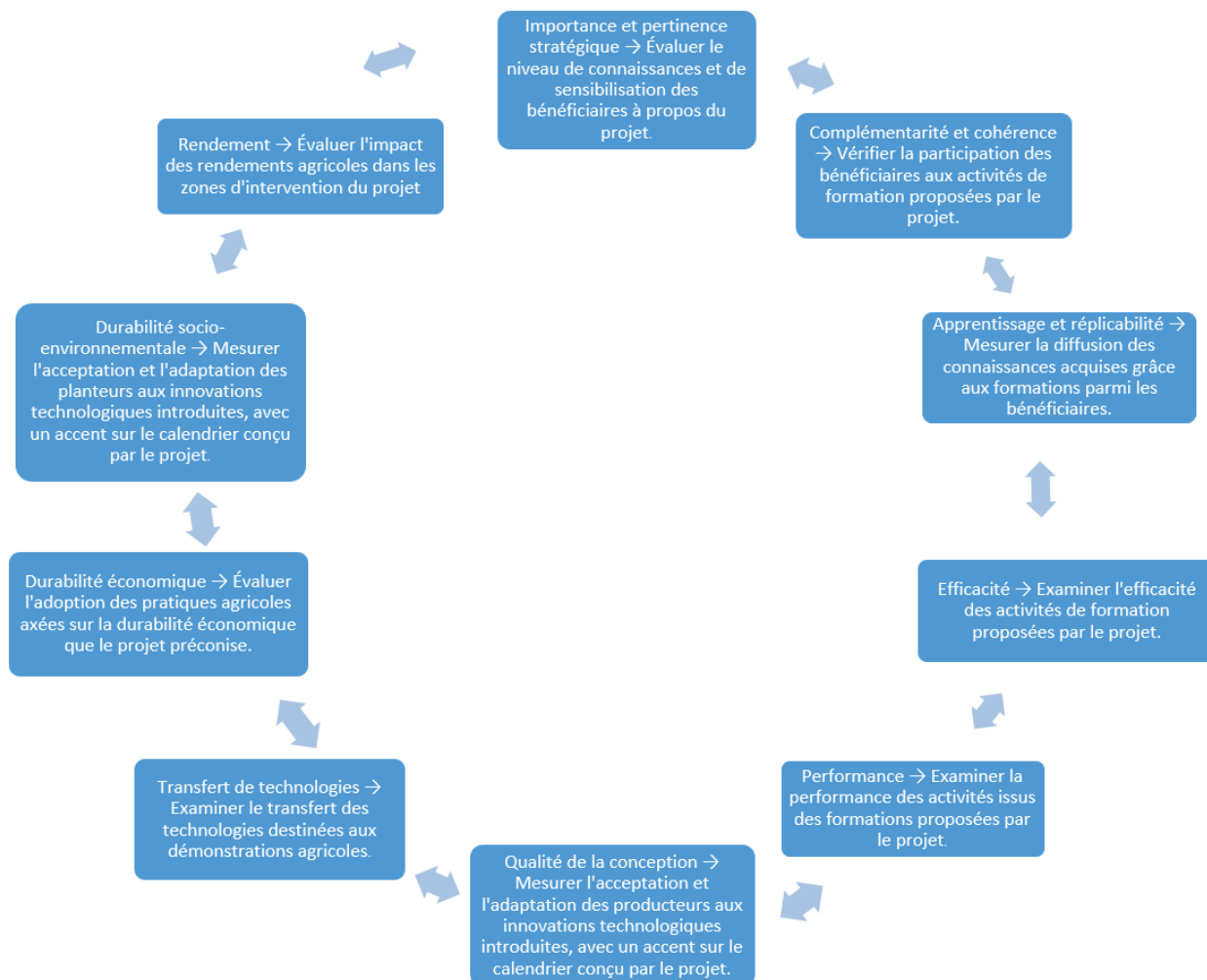
Le but de la mission est de vérifier le niveau d'avancement et les difficultés à atteindre les objectifs fixés dans la matrice logique du projet, dont les indicateurs de développement sont les suivants :



11. Matrice de questions :

Dimension	Critère	Question	Objectif
Processus	Importance et pertinence stratégique	Connaissez-vous le projet « Cotton Victoria » ?	Évaluer le niveau de reconnaissance et de sensibilisation des bénéficiaires à l'égard du projet.
	Complémentarité et cohérence	Avez-vous participé à un stage de formation ?	Vérifier que les bénéficiaires participent aux activités de formation proposées par le projet.
	Apprentissage et répliquabilité	Avez-vous répliqué (multiplié) des stages de formation ?	Mesurer le niveau de diffusion des connaissances acquises grâce aux formations parmi les bénéficiaires.
	Efficacité	Avez-vous participé à un stage de formation ?	Vérifier l'efficacité des activités de formation dispensées par le projet.
	Performance	Avez-vous participé à un stage de formation ?	Vérifier la performance des activités de formation dispensées par le projet.
	Qualité de la conception	Les producteurs acceptent-ils les changements apportés par les nouvelles technologies transmises dans le cadre des formations du projet « Cotton Victoria » ?	Mesurer l'acceptation et l'adaptation des producteurs aux innovations technologiques introduites, focus sur le calendrier conçu par le projet.
Résultats à court et moyen terme	Développement des capacités individuelles	Les producteurs acceptent-ils les changements apportés par les nouvelles technologies transmises dans le cadre des formations du projet « Cotton Victoria » ?	Mesurer l'acceptation et l'adaptation des producteurs aux innovations technologiques introduites, focus sur les capacités individuelles.
	Développement des capacités institutionnelles	Avez-vous participé à un stage de formation ?	Vérifier la raison de la participation des bénéficiaires aux activités de formation dispensées par le projet, vis-à-vis de leurs institutions.
	Transfert de technologie	Avez-vous participé à des journées portes ouvertes ou à des démonstrations de nouvelles technologies pour la filière ?	Évaluer les transferts de technologies réalisés pour démontrer les techniques agricoles.
Résultats à long terme	Durabilité économique	Appliquez-vous le protocole de semis et les écartements établis par le projet ?	Évaluer l'adoption des pratiques agricoles axées sur la durabilité économique, telles que préconisées par le projet.
	Rendement	Le rendement a-t-il augmenté ou diminué dans les zones d'intervention du projet ?	Évaluer l'impact sur la productivité agricole, du point de vue des bénéficiaires dans les zones d'intervention du projet.
	Durabilité socio-environnementale	Les producteurs acceptent-ils les changements apportés par les nouvelles technologies transmises dans le cadre des formations du projet « Cotton Victoria » ?	Mesurer l'acceptation et l'adaptation des producteurs aux innovations technologiques introduites, focus sur le calendrier conçu par le projet.

Cycles des questions :



12. Méthodologie d'entretien

i) **Formation du comité de évaluation du projet (CSP), composé de représentants de l'ABC et de l'UFLA** – qui ne sont pas directement impliqués dans le projet, en vue d'une évaluation neutre des résultats.

ii) **Définition de l'échantillon** – pour définir l'échantillon de techniciens, le nombre de personnes ayant participé aux stages de formation a été examiné, ainsi que leur représentativité (sexe, institution, région, fonction). Un échantillon a été calculé pour chaque pays, avec un niveau de confiance de 90% et une marge d'erreur de 10%.

La formule utilisée a été la suivante :

$$\text{Taille de l'échantillon} = \frac{\frac{z^2 \times p(1-p)}{e^2}}{1 + \left(\frac{z^2 \times p(1-p)}{e^2 N} \right)}$$

Où :

N = taille de la population

e = marge d'erreur (pourcentage au format décimal)

z = cote z (la cote z correspond au nombre d'écarts types entre une proportion donnée et la moyenne).

L'échantillon pour chaque pays a été calculé à l'aide du site web : <https://pt.surveymonkey.com/mp/sample-size-calculator/>

Ainsi, les institutions coordinatrices des pays partenaires ont été invitées à organiser des entretiens, conformément à l'échantillon établi, et se sont efforcées de s'adapter autant que possible aux doléances exprimées.

iii) Entretiens semi-structurés – Les questions figurant dans les questionnaires ont été élaborées dans le but de cerner le niveau d'assimilation des connaissances techniques partagées par le projet, ainsi que la capacité des institutions partenaires à les mettre en pratique. Les questions peuvent être présentées sous forme de tableau, mais ouvrent également la possibilité d'une qualification des réponses apportées. Des questionnaires distincts ont été conçus pour techniciens et agriculteurs.

Contexte du coton dans les pays partenaires



Contexte du coton dans les pays partenaires

BURUNDI

La culture du coton a été introduite au Burundi en 1920, dans la plaine de l'Imbo, à l'ouest du pays. Des petits producteurs y cultivaient entre 20 et 40 hectares. Dans les années 1980, la culture du coton s'est étendue à la région Moso, à l'est du pays. La croissance de la cotonculture s'affirme ainsi dans des zones moins propices, grâce à une politique d'augmentation de la production nationale de coton¹.

Jusqu'en 1992, la production nationale de coton oscillait entre 5 000 et 9 000 tonnes. Or, à partir de 1993, la production est tombée à moins de 3 000 tonnes. Par ailleurs, la surface emblavée en coton passée de 11 500 ha en 1961 à 4 000 ha en 2014².

Le nombre de variétés utilisées est très limité. Actuellement, deux variétés sont cultivées, à savoir la Stam et la GIZA. La variété GIZA couvre presque la totalité des plantations de coton. En plus de ces deux variétés, 5 variétés introduites du Mali sont en cours d'évaluation : NTA 93, NTA MS-334, NTA 88, NTA 90 et NTA L 100. Ces dernières variétés sont à la deuxième année d'étude et d'évaluation³.

La Compagnie de Gérance du Coton (COGERCO) est la structure gouvernementale responsable de la gestion centralisée de presque tous les aspects ayant trait à la culture du coton au Burundi. Ainsi, les zones dédiées à la production cotonnière sont contrôlées par le gouvernement par l'intermédiaire de la COGERCO. Actuellement, ces zones totalisent environ 2 100 hectares et sont situées à l'ouest (le long du lac Tanganyika jusqu'à la province de Chibitoke ou région de l'Imbo, près de la frontière avec le Rwanda) et à l'est du pays (province de Rutana ou région du Moso, près de la frontière avec la Tanzanie). Selon les estimations, le pays n'abrite aujourd'hui que 8 000 cotonculteurs.

En général, les producteurs sont organisés en groupes ou groupements. Dans la région du Moso, on dénombre environ 300 familles de producteurs, organisées en 10 groupes de 20 à 30 familles chacun. Les groupes sont organisés en unions de producteurs, chapeautées par des confédérations régionales et une fédération nationale.

La COGERCO fournit les semences et tous les intrants disponibles (engrais et insecticides), à grande peine. Les semences fournies aux producteurs sont de très mauvaise qualité, elles sont juste récupérées dans les installations d'égrenage qui reçoivent la production commerciale. Les techniciens se contentent d'identifier les champs présentant les meilleures conditions phytosanitaires et les meilleurs rendements pour en séparer les semences. Ces graines vêtues sont alors distribuées sans traitement fongicide ni insecticide. En raison de leur faible qualité, environ 40 kg/ha sont utilisés pour le semis (à titre de comparaison, seuls 15 kg/ha sont utilisés au Brésil). Aucune garantie ni aucun contrôle ne sont assurés sur la pureté génétique du matériel de propagation distribué.

À l'heure actuelle, la production cotonnière burundaise est à son plus bas niveau. Les rendements du coton sont en baisse constante depuis 1993. La diminution des superficies cultivables, la faible mécanisation et les difficultés financières de la Compagnie de Gérance du Coton (COGERCO) en sont quelques causes⁴.

1 Agência Brasileira de Cooperação, "Panorama do Setor Algodoeiro na África e no Brasil", 2022.

2 Agência Brasileira de Cooperação, "Panorama do Setor Algodoeiro na África e no Brasil", 2022.

3 Agência Brasileira de Cooperação, "Panorama do Setor Algodoeiro na África e no Brasil", 2022.

4 BurundiEco, "Filière Coton: Une Production marginale", 2021. <https://burundi-eco.com/filieres-coton-une-production-marginale/#:~:text=La%20production%20du%20coton%20au,sont%20quelques%20Dunes%20des%20causes>

La COGERCO a enregistré moins de 1 000 tonnes de coton-graine en 2021, soit l'une des pires performances au Burundi. À titre de comparaison, la production était estimée à 9 000 tonnes de coton-graine en 1993⁵.

Parmi les raisons de cette faible production, la diminution des superficies cultivables, la faible mécanisation et les difficultés financières de la COGERCO dominent. Dans ce contexte, la superficie actuellement disponible pour le semis du coton est d'environ 2 000 hectares, alors qu'elle s'élevait à 11 500 hectares en 1961⁶.

À ce jour, la production cotonnière burundaise tourne autour de 700 tonnes de coton-graine et 330 tonnes de coton-fibre. Cette production ne satisfait pas à la demande d'Afritextile, qui est le principal client de la COGERCO⁷.

Parmi les initiatives du gouvernement pour relancer la cotonculture, la Stratégie nationale pour la redynamisation de la filière coton-textile-habillement occupe un rôle de premier plan. Cette stratégie envisage d'augmenter la production du coton avec comme objectif de couvrir les besoins de l'industrie textile locale, régionale et internationale⁸.

Le projet de coopération technique « Cotton Victoria » s'inscrit dans ces efforts de revitalisation de la filière coton.

Kenya

Le coton est une culture industrielle de rente pratiquée par les petits exploitants kényans, principalement en culture pluviale. Ainsi, il est considéré comme une culture stratégique pour les communautés des ASAL (zones marginales). Ces zones présentent un faible potentiel pour l'agriculture arable et la population qui y vit manque de ressources. Tolérant à la sécheresse, le coton est cultivé dans 24 comtés, situés en zones arides et semi-arides. La filière peut potentiellement employer 10 millions de personnes, directement ou indirectement, et accroître les revenus des agriculteurs afin qu'ils puissent acheter de la nourriture et répondre à d'autres besoins familiaux, réduisant ainsi la pauvreté. La filière fournit des matières premières aux industries locales (textile, huile alimentaire et alimentation animale), ainsi qu'aux marchés d'exportation, ce qui permet au Kenya d'engranger des devises étrangères, qui sont si nécessaires⁹.

Environ 40 000 petits exploitants agricoles constituent la base de production de l'industrie cotonnière au Kenya. La baisse est substantielle par rapport aux plus de 200 000 producteurs dénombrés au milieu des années 1980, lorsque l'industrie a atteint son apogée.

5 BurundiEco, "Filière Coton: Une Production marginale", 2021. <https://burundi-eco.com/filie-re-coton-une-production-marginale/#:~:text=La%20production%20du%20coton%20au,sont%20quelques%20Dunes%20des%20causes>

6 BurundiEco, "Filière Coton: Une Production marginale", 2021. <https://burundi-eco.com/filie-re-coton-une-production-marginale/#:~:text=La%20production%20du%20coton%20au,sont%20quelques%20Dunes%20des%20causes>

7 BurundiEco, "Filière Coton: Une Production marginale", 2021. <https://burundi-eco.com/filie-re-coton-une-production-marginale/#:~:text=La%20production%20du%20coton%20au,sont%20quelques%20Dunes%20des%20causes>

8 BurundiEco, "Filière Coton: Une Production marginale", 2021. <https://burundi-eco.com/filie-re-coton-une-production-marginale/#:~:text=La%20production%20du%20coton%20au,sont%20quelques%20Dunes%20des%20causes>

9 Ministry of Agriculture, Livestock, Fisheries and Irrigation, "Status Report on Kenya Cotton Sector", 2021. https://icac.org/Content/EventDocuments/PdfFilesb2a9cdd2_68aa_474c_9150_b49724805967/Kenya_Country%20Report.pdf

En moyenne, les exploitations ont une superficie inférieure à 1 hectare, le coton étant parfois intercalé avec des cultures vivrières. Malgré la surface relativement faible que chaque agriculteur consacre au coton, certains d'entre eux tirent plus de 60 % de leurs revenus de cette culture. Si par le passé, à partir de 2020, tous les cotonculteurs ont reçu des semences gratuites du gouvernement, ils ne continuent pas moins de se procurer des intrants auprès de négociants agricoles et, éventuellement, auprès de sociétés d'égrenage locales, à des coûts élevés. Le coton est entièrement récolté à la main et trié en fonction de sa qualité avant d'être vendu aux égreneurs et autres agents¹⁰.

La production cotonnière kényane est tombée d'un pic de 13 000 tonnes (70 000 balles) en 1986 à une moyenne de 2 000 tonnes (10 000 balles) au cours des deux dernières années. En 2021, la consommation annuelle par les usines textiles a été estimée à 8 000 tonnes (41 200 balles), alors que la demande potentielle pour répondre à tous les besoins nationaux s'élève à environ 26 000 tonnes (140 000 balles). Le Kenya peut produire jusqu'à 37 000 tonnes (200 000 balles) de fibres par an, sur 385 000 hectares de terres arables adaptées à la culture du coton. Or, seuls 20 000 hectares y sont actuellement consacrés par quelques 40 000 agriculteurs¹¹.

Au Kenya, le coût de production du coton est comparativement élevé, en raison des faibles rendements. En effet, ces derniers sont inférieurs aux rendements obtenus par d'autres producteurs, principalement en raison de la faible qualité des semences, de la dépendance à l'égard de l'agriculture pluviale, de la forte exposition aux ravageurs, de l'insuffisance des ressources financières et des mauvaises pratiques de gestion. Entre 2006 et 2018, au Kenya, les rendements en fibres ont été de 196 kg/Ha, en moyenne. Les agriculteurs kényans ne disposent pas du soutien interne nécessaire pour accéder à de bons intrants et améliorer leur rendement, afin de réduire le coût de production par unité et d'augmenter les revenus des exploitations.

Tanzania

Le coton est une culture de rente qui génère des revenus et du bien-être pour plus de 250 millions d'agriculteurs dans le monde. En Tanzanie, le coton est une culture stratégique car il contribue de manière substantielle aux recettes d'exportation et à l'emploi dans les deux zones cotonnières, à savoir la Western Cotton Growing Area (WCGA) et la Eastern Cotton Growing Area (ECGA), respectivement, la Zone cotonnière occidentale et la Zone cotonnière orientale¹².

En Tanzanie, le coton est essentiellement cultivé par des petits agriculteurs. La taille des surfaces emblavées en coton varie entre 0,4 et 40 hectares, avec une moyenne de 1,5 hectare et un rendement d'environ 750 kg de graines de coton par hectare. Les petits exploitants utilisent une quantité limitée d'intrants, notamment des semences et des pesticides, et la plupart d'entre eux font appel à des houes manuelles et à la traction animale pour leurs opérations culturales¹³.

Par ailleurs, les petits producteurs tanzaniens ont tendance à prendre leurs décisions agricoles en fonction des précipitations. En raison des fluctuations des prix du coton, certains agriculteurs quittent et reprennent la cotonculture, en l'alternant avec des cultures concurrentes telles que les pois et le tournesol, vendus à des prix plus élevés à la fin de la saison précédente. Par conséquent, la

10 Ministry of Agriculture, Livestock, Fisheries and Irrigation, "Status Report on Kenya Cotton Sector", 2021.https://icac.org/Content/EventDocuments/PdfFilesb2a9cdd2_68aa_474c_9150_b49724805967/Kenya_Country%20Report.pdf

11 Ministry of Agriculture, Livestock, Fisheries and Irrigation, "Status Report on Kenya Cotton Sector", 2021.https://icac.org/Content/EventDocuments/PdfFilesb2a9cdd2_68aa_474c_9150_b49724805967/Kenya_Country%20Report.pdf

12 UNCTAD, "Cotton and Its By-Products in Tanzania", 2017. https://unctad.org/system/files/official-document/suc-misc2017d12_en.pdf

13 UNCTAD, "Cotton and Its By-Products in Tanzania", 2017. https://unctad.org/system/files/official-document/suc-misc2017d12_en.pdf

superficie totale ensemencée en coton oscille entre 350 000 et 450 000 hectares par campagne, ce qui influe sur la récolte totale¹⁴.

La production cotonnière tanzanienne a atteint 282 510 tonnes en 2023/2024. En outre, il convient de noter qu'au cours de cette période, le rendement du coton est passée de 0,6 tonne par hectare à 1,34 tonne par hectare (2023/2024), ce qui correspond à 45 % du rendement potentiel de production, qui s'élève à 3 tonnes par hectare¹⁵.

Malgré les progrès réalisés dans la filière coton tanzanienne, le rapport du Comité consultatif international du coton souligne les défis importants à relever dans les domaines de l'agriculture et du textile. Dans ce contexte, les faibles rendements constituent un problème majeur, qui découle de la dépendance à l'égard des précipitations, des intrants limités, d'une mécanisation insuffisante, du morcellement des terres et des crédits financiers insuffisants.

14 UNCTAD, "Cotton and Its By-Products in Tanzania", 2017. https://unctad.org/system/files/official-document/suc-misc2017d12_en.pdf

15 Tanzaniainvest, "Cotton", 2024. <https://www.tanzaniainvest.com/cotton>

Analyse quantitative des données



BURUNDI

Au Burundi, 91 personnes ont participé aux différents stages de formation. Ceci atteste de l'attention que le pays accorde à la formation d'un personnel technique qualifié. Un échantillon de 29 personnes à interviewer a donc été établi. Il a été demandé à la COGERCO d'organiser les entretiens avec les techniciens, en respectant un même niveau de représentativité pour les différents groupes.

La taille de l'échantillon n'a pas été précisée pour les agriculteurs. Or, il a été demandé de pouvoir mener des conversations avec des personnes représentatives du groupe concerné.

Les entretiens ont été organisés selon les tableaux et graphiques suivants.

Tableau 1 : Échantillonnage par région (Burundi)

Région	Nombre de participants	% général	Nombre d'interviewés
Bujumbura	15	17%	5
Gitega	11	10%	3
Gisozi	1	3%	1
Cibitoke	39	41%	12
Moso	6	7%	2
Rutana	3	3%	1
Bubanza	14	14%	4
Mishiha	2	3%	1
Total	91	100%	29

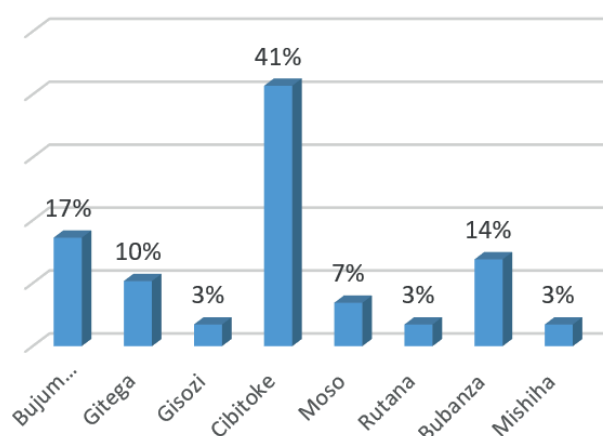


Tableau 2 : Échantillonnage par institution (Burundi)

Institution	Nombre de participants	% général	Nombre d'interviewés
COGERCO	63	69%	20
ISABU	15	10%	3
ONCCS	10	10%	3
MINAGRIE	2	7%	2
IGEBU	1	3%	1
Total	91	100%	29

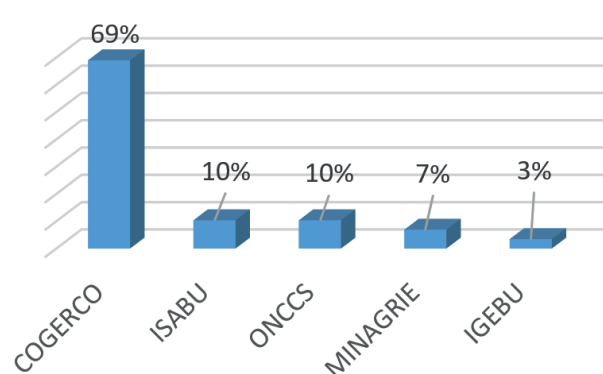


Tableau 3 : Échantillonnage par fonction (Burundi)

Fonction	Nombre de participants	%	Nombre d'interviewés
Agronome	2	3%	1
Chef de région Imbo	1	3%	1
Chef de région Moso	1	3%	1
Chercheur	13	10%	3
Technicien de labo	1	3%	1
Mécanicien	2	3%	1
Météorologue	1	3%	1
Technicien	14	14%	4
Vulgarisateur	50	55%	16
Total	91	100%	29

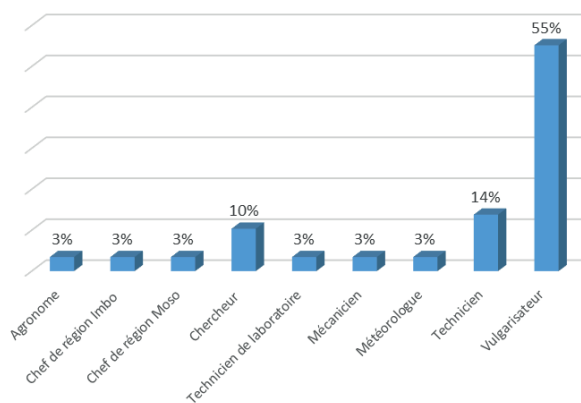


Tableau 4 : Échantillonnage par genre (Burundi)

Genre	Nombre de participants	%	Nombre d'interviewés
Masculin	78	86%	25
Féminin	13	14%	4
Total	91	100%	29

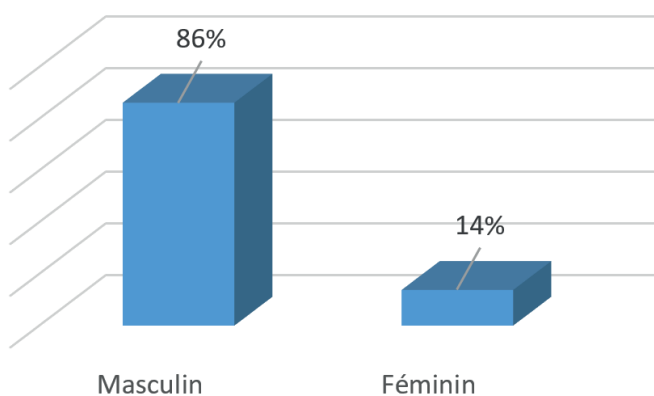


Photo : Groupe d'enquêteurs, au Burundi.

1. Connaissez-vous le projet Cotton Victoria ? Que savez-vous du projet ?

Toutes les personnes interrogées ont répondu affirmativement à cette question et connaissent surtout, pour la plupart, l'objectif du projet. Parmi les institutions burundaises, la COGERCO joue un rôle de premier plan en tant que partenaire du gouvernement brésilien. Les professeurs de l'UFLA ont également été cités dans les réponses comme des vecteurs de connaissances.

En ce qui concerne l'objectif du projet, il est clair pour les personnes interrogées que celui-ci fournit des technologies pour améliorer le rendement du coton au Burundi :

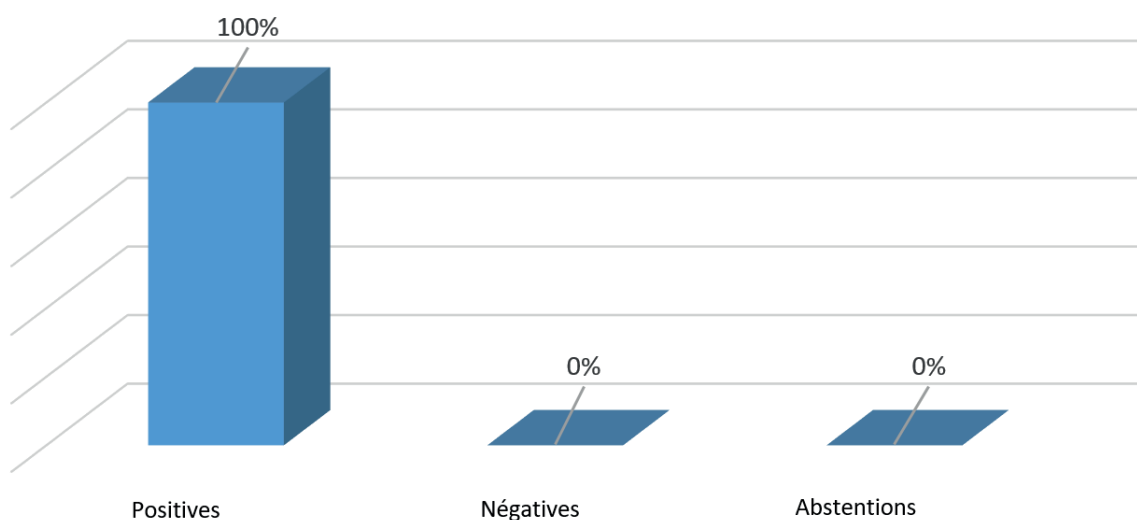
« Ce projet est venu bâtir des compétences pour nos techniciens afin qu'ils transmettent des connaissances aux producteurs. » (Agronome à la COGERCO)

« Il s'agit d'un projet développé dans le cadre de la coopération Sud-Sud brésilienne. » (Agent de l'ONCCS)

« Le projet nous apprend à obtenir une bonne production grâce aux méthodologies transmises par l'Université de Lavras. » (Agronome à la COGERCO)

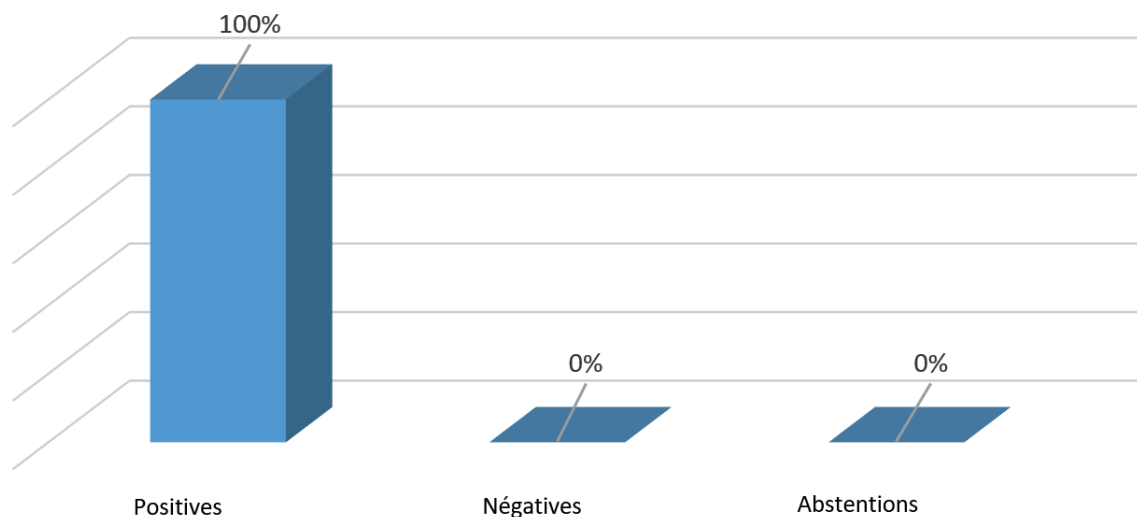
« Oui, c'est un projet brésilien qui soutient la COGERCO, dans le but de développer la production de coton. » (Agronome de l'ISABU)

« La COGERCO sert d'institution hôte au projet. Dans ce contexte, l'ISABU effectue des essais de terrain avec les semences. Avant que les semences ne parviennent aux coopératives, elles doivent être certifiées par l'ONCCS. L'ISABU se charge de mener les essais avec les semences ». (Directeur de la COGERCO)



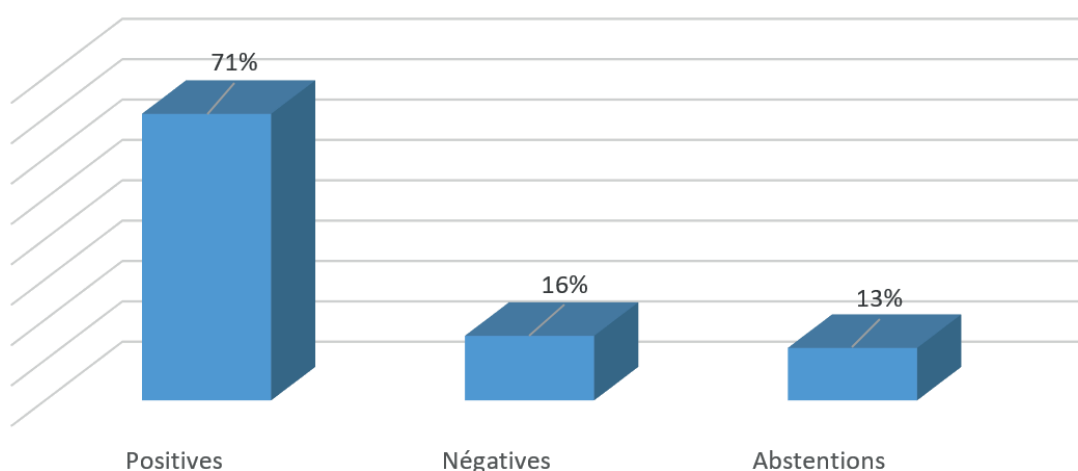
2. Avez-vous participé à un stage de formation ? Combien ? Lesquels ?

Toutes les personnes interrogées ont participé aux formations ; certaines d'entre elles les ont toutes suivies, ce qui montre leur intérêt pour le développement des connaissances chez les techniciens. Toutes les institutions impliquées dans le projet (COGERCO, ISABU, ONCCS et IGEBU) ont participé aux formations ; la COGERCO affiche le plus grand nombre de participations, tandis que l'IGEBU n'a participé qu'à la seule formation sur les stations météorologiques.



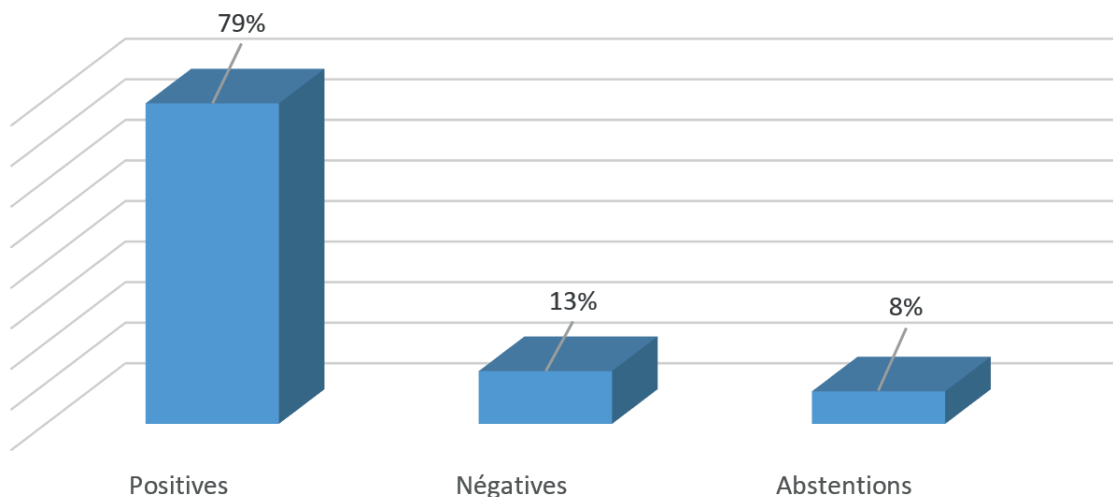
3. Avez-vous participé à des journées portes ouvertes ? Combien de fois ? Quand ?

La plupart des personnes interrogées ont participé à des journées portes ouvertes. Ces activités sont organisées chaque année par la COGERCO dans les régions de l'Imbo et du Moso, pour démontrer les technologies aux agriculteurs. Par conséquent, la plupart des techniciens y ayant pris part sont issus de la COGERCO ; parmi les participants, seules une personne de l'ISABU et une autre de l'ONCCS sont à dénombrer.



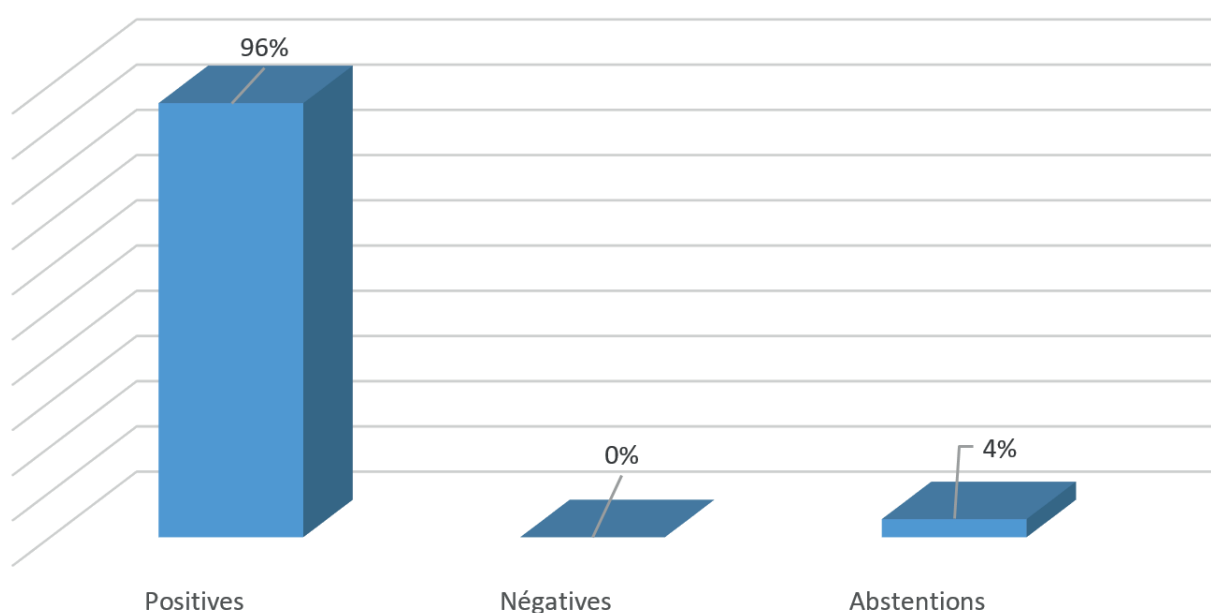
4. Avez-vous répliqué des stages de formation ? Lesquels ? Quand ?

Plus de la moitié des personnes interrogées ont déclaré avoir déjà multiplié le contenu de la formation à laquelle elles avaient assisté. Les agents de la COGERCO organisent des ateliers et des réunions avec les agriculteurs et les coopératives à des moments précis de la campagne (généralement au début) et profitent de l'occasion pour répliquer les formations. En revanche, aucune séance n'est organisée pour partager ces connaissances avec les agents de la compagnie qui ne participent pas aux formations. Il en va de même dans les autres institutions ; à l'ISABU et à l'ONCCS, les techniciens disent appliquer les connaissances acquises pendant les formations. Pourtant, les rares participants qui les partagent avec leurs pairs le font de manière informelle.



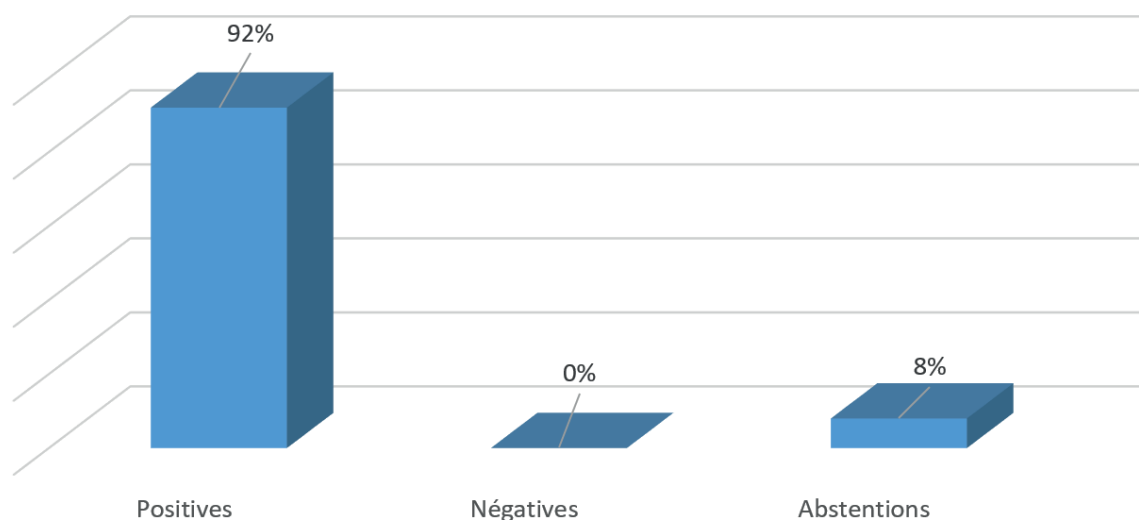
5. Les consignes du protocole de semis sont-elles claires ?

La majorité des personnes interrogées estiment que les consignes des protocoles sont claires. Les techniciens comprennent bien les consignes, mais parfois, leur assimilation par les agriculteurs s'avère problématique – certains sont réfractaires au changement et d'autres rencontrent des difficultés de compréhension. Les questions qui n'impliquent pas de ressources financières (espacement et date de plantation) sont mieux acceptées. Les sujets qui ne demandent pas de ressources financières (écartement et date de semis) sont mieux acceptés. Les consignes liées à l'utilisation des engrais et des produits chimiques sont moins bien assimilées, car il est difficile d'y avoir accès.



6. Les consignes aux producteurs ont-elles évolué après les formations du projet Cotton Victoria ?

Pour la plupart, ils ont répondu positivement aux changements suggérés par le projet « Cotton Victoria ». En raison de son contact avec les agriculteurs, la COGERCO était la mieux placée pour répondre à cette question. Les principaux changements apportés aux protocoles concernent l'écartement (densité), la lutte contre les ravageurs, la date de semis, le nombre de semences par poquet et l'utilisation de compost ; ces techniques sont bien assimilées par les agriculteurs. Malgré les consignes données, l'association coton-maïs se heurte à une forte résistance.



7. Une augmentation du rendement a-t-elle été constatée dans les zones du projet ?

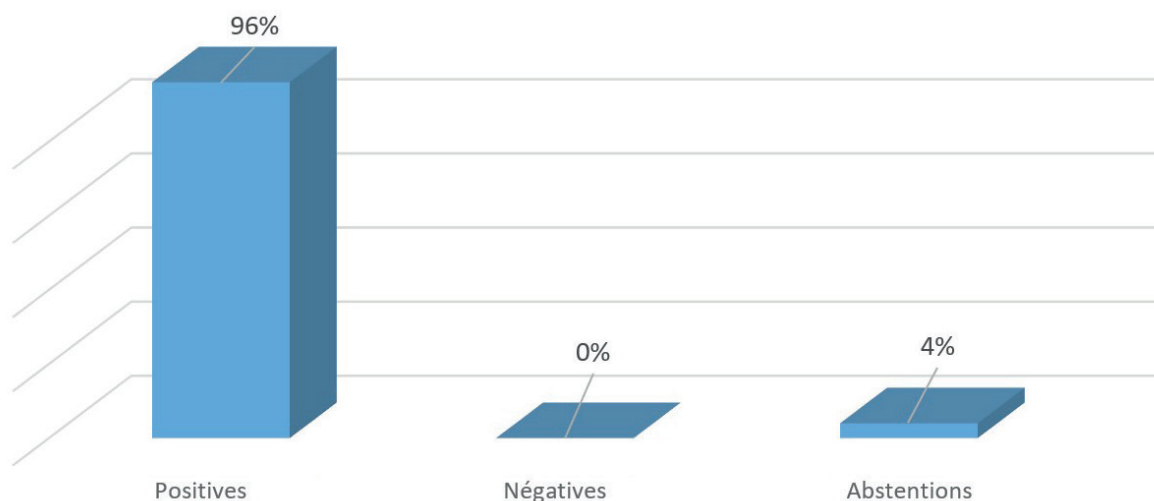
Plupart des personnes interrogées qui sont directement impliquées dans la culture du coton et qui interviennent en matière de rendement ont parlé positivement de l'augmentation des indices de production. Une majorité d'entre eux ont attribué cette amélioration aux technologies agricoles mises en œuvre, bien qu'ils aient également évoqué l'introduction de nouvelles semences et l'amélioration de leur qualité comme des facteurs clés. Certains répondants n'ont pas été en mesure de préciser un chiffre exact, d'autres ont indiqué que le rendement avait progressé d'environ 50 %. De plus, les entretiens ont été menés avant la fin de la récolte, donc nombre d'entre eux n'avaient pas de chiffres concrets à communiquer.

Les réponses varient en ce qui concerne la production nationale, la quantité de coton graine serait passée :

- De 800 tonnes à 1 900 tonnes ;
- De 800 tonnes à 2 000 tonnes ;
- De 700 tonnes à 2 000 tonnes.

En ce qui concerne les rendements, là encore, les réponses varient :

- De 500 Kg/ha à 850 Kg/ha ;
- De 500-600 Kg/ha à 1 000 Kg/ha ;
- De 600-800 Kg/ha à plus de 1 000 Kg/ha ;
- De 550 Kg/ha à 720 Kg/ha ;
- De 700-800 Kg/ha à 1 000 Kg/ha.



GROUPE DES AGRICULTEURS

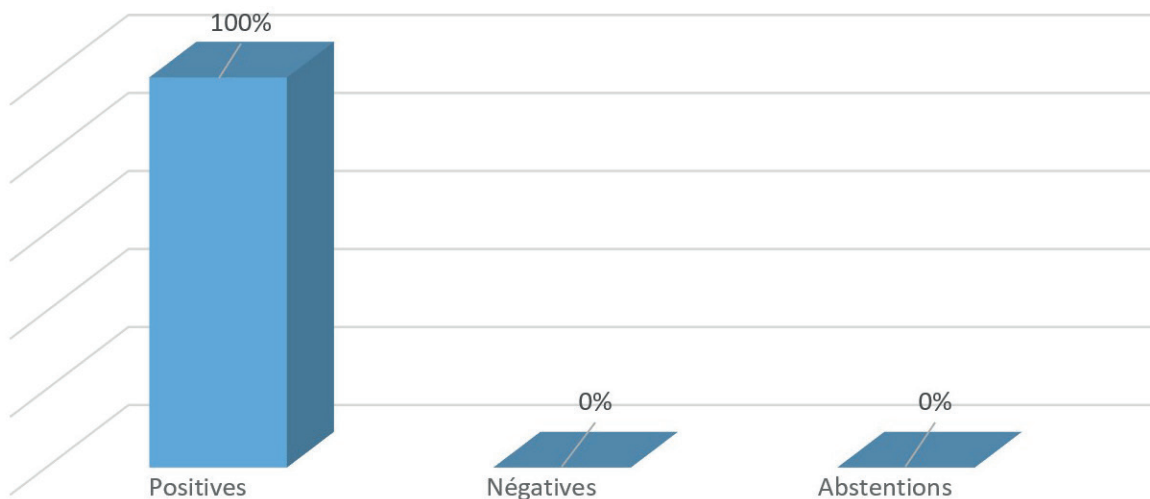
1: Connaissez-vous le projet Cotton Victoria ? Que savez-vous du projet ?

Toutes les personnes interrogées connaissent le projet ainsi que la COGERCO, institution partenaire du projet. Elles ont également évoqué toutes les techniques préconisées par le projet.

Citations des agriculteurs interrogés :

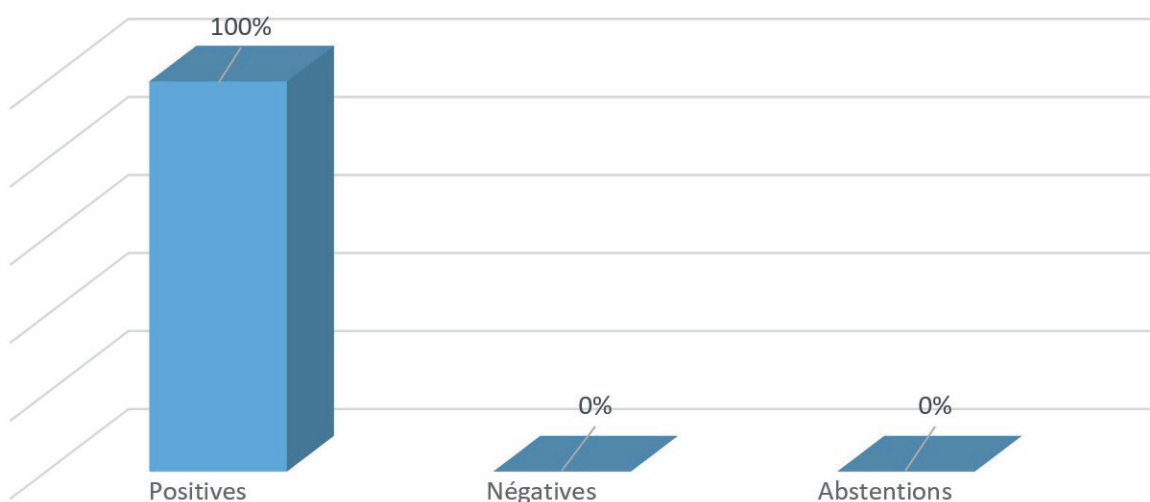
« Oui, je connais très bien le projet, vu les bénéfices qu'il nous a apportés. La première chose que j'ai apprise, c'est qu'il faut planter au bon moment, ni trop tôt, ni trop tard. » (Agriculteur de Cibitoke)

« Avant l'arrivée du projet, le coton était en voie de disparition. Grâce aux activités du projet, le coton a pu être relancé. » (Agricultrice du Moso)



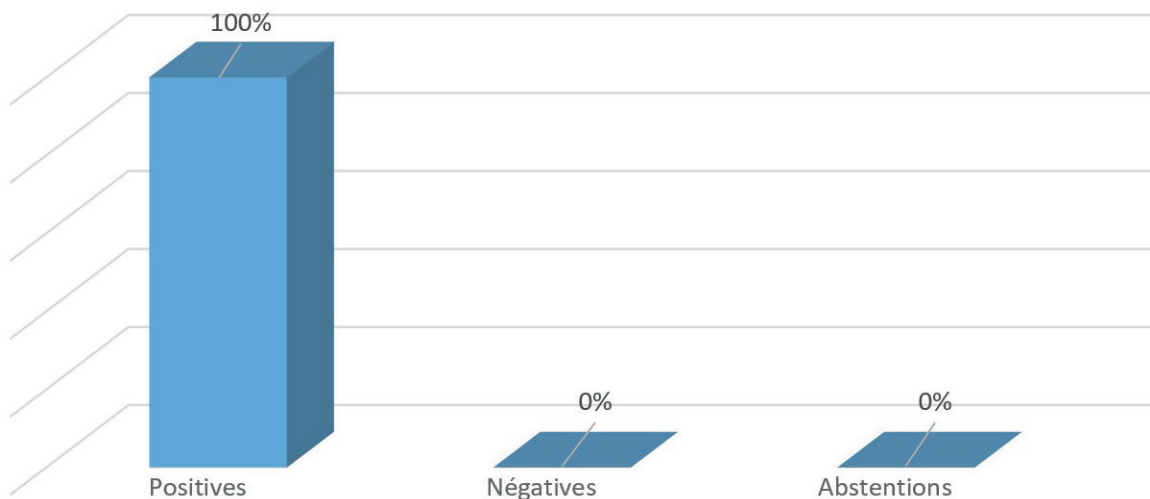
2. Avez-vous participé à un stage de formation ? Combien ? Lesquels ?

Ils ont tous participé à une formation, certains ont pu y assister plus souvent, d'autres moins. Certains ont même pu y assister deux fois par an ou plus, à différents moments de la campagne.



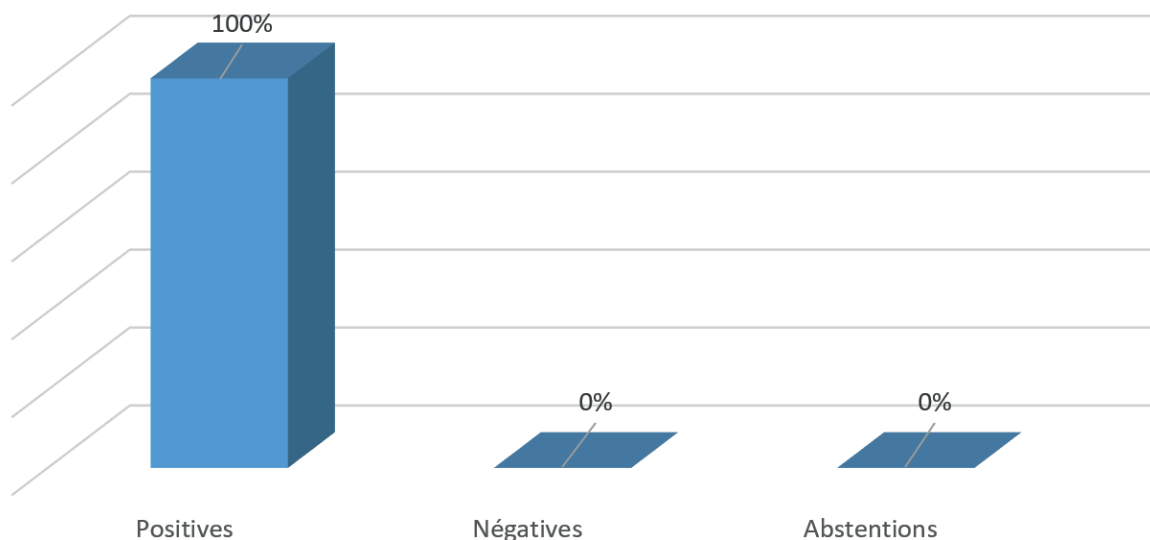
3. Avez-vous participé à des journées portes ouvertes ? Combien de fois ? Quand ?

Toutes les personnes interrogées ont participé à des journées portes ouvertes. Ces activités sont organisées chaque année par la COGERCO pour démontrer les technologies aux agriculteurs des deux régions d'intervention du projet au Burundi.



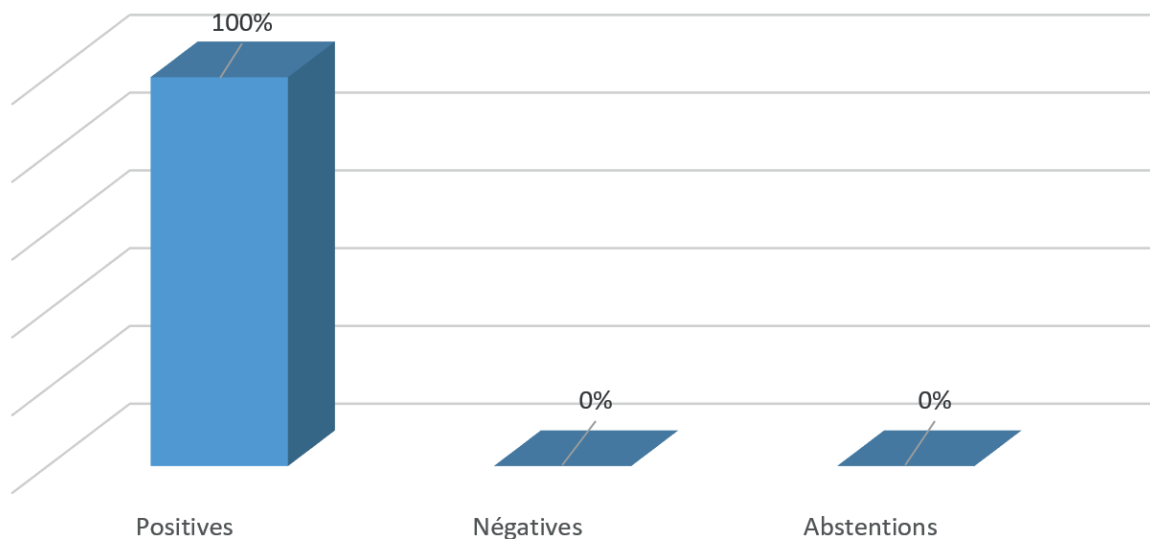
4. Votre déplacement pour participer à l'activité a-t-il été pris en charge par l'institution partenaire locale ? Comment cela s'est-il passé ?

Ils ont tous déclaré avoir reçu une aide pour défrayer leur participation aux activités, de la part de la COGERCO/du projet.



5. Appliquez-vous de nouvelles techniques ?

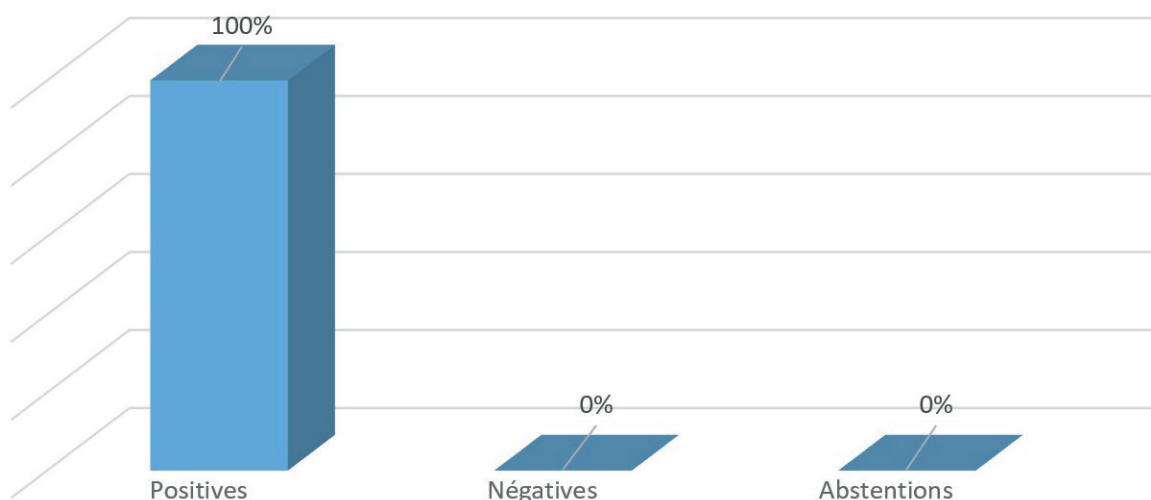
Ils appliquent tous des techniques apprises grâce aux formations dispensées par le projet, notamment le contrôle de la densité (les écartements entre les cotonniers), mais ils ont également évoqué la production d'engrais organiques, la multiplication de semences, le semis au bon moment et l'introduction d'une nouvelle variété de semences.



6. Notez-vous une différence au niveau des résultats obtenus sur le terrain ?

L'ensemble des personnes interrogées estiment que les avantages sont manifestes ; elles évoquent les formations dispensées et les visites aux unités techniques de démonstration, car elles contribuent à un meilleur rendement sur le terrain. Certains changements intervenus dans la culture du coton ont été mis en avant : l'écartement standardisé, le semis en ligne, le bon démariage des plants. Ces techniques ont permis d'augmenter les populations végétales et donc les rendements. En revanche, certains agriculteurs se sont plaints de l'accès aux engrais et du prix payé pour le coton.

« Dans ma coopérative, avant nous produisions 3 tonnes de coton. Aujourd'hui, nous en produisons 34, alors que la superficie n'a augmenté que d'un seul hectare (superficie totale de 18 hectares). La coopérative compte 32 femmes et 18 hommes. » (Président d'une coopérative à Cibitoke)



Kenya

Au Kenya, 267 personnes ont participé aux différentes formations. En écartant les personnes qui y ont pris part à plus d'une reprise, ce chiffre a été ramené à 148, ce qui témoigne d'une plus grande rotation des participants aux formations ; cela peut entraîner des difficultés pour former un corps technique qualifié.

L'échantillon kényan a été fixé à 48 personnes à interviewer. L'AFA a réussi à organiser des entretiens avec 30 personnes, en veillant à ce qu'elles soient représentatives des stages de formation.

Tableau 5 : Échantillonnage par région (Kenya)

Région	Nombre de participants	%	Nombre d'interviewés
Busia	15	13%	4
Homabay	28	20%	6
Kisumu	57	30%	9
Migori	19	17%	5
Siaya	19	20%	6
Total	138	100%	30

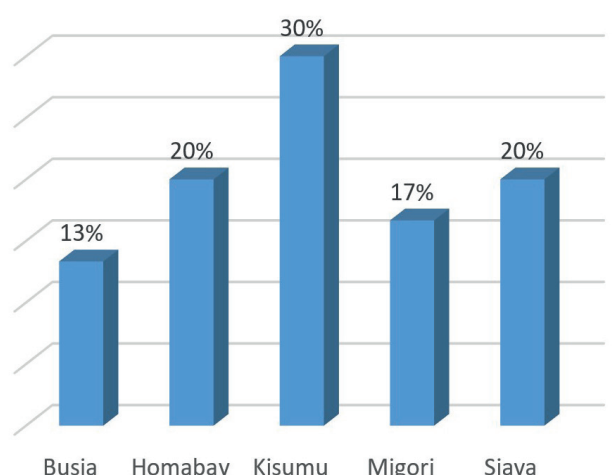


Tableau 6 : Tableau par institution (Kenya)

Institution	Nombre de participants	%	Nombre d'interviewés
AFA	12	7%	2
KALRO Kibos	38	23%	7
KEPHIS	3	7%	2
LGA	2	7%	2
LGA / Busia County government	11	10%	3
LGA / Homabay County government	20	7%	2
LGA / Kisumu County government	13	3%	1
LGA / Migori County government	15	17%	5
LGA / Siaya County government	18	17%	5
Rift Valley Products Ltd	2	3%	1
Total	134	100%	30

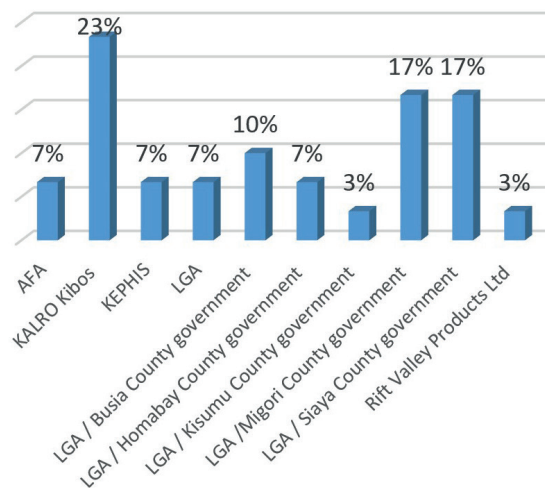


Tableau 7 : Échantillonnage par fonction (Kenya)

Fonction	Nombre de participants	%	Nombre d'interviewés
Vulgarisateur	85	53%	16
Producteur	6	17%	5
Technicien	11	7%	2
Chercheur	42	17%	5
Inspect. des semences	2	7%	2
Total	146	100%	30

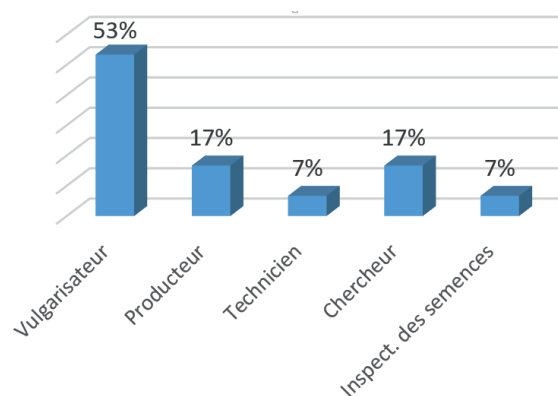
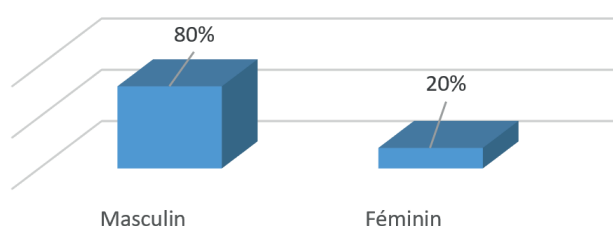


Tableau 8 : Échantillonnage par genre (Kenya)

Genre	Nombre de participants	%	Nombre d'interviewés
Masculin	110	80%	24
Féminin	38	20%	6
Total	110	80%	30



1: Connaissez-vous le projet Cotton Victoria ? Que savez-vous du projet ?

Toutes les personnes interrogées connaissent les activités du projet dans leurs domaines respectifs. Les techniciens et chercheurs du Kalro disposent de connaissances plus précises, qui ont été enrichies par la diffusion de nouvelles techniques dans le cadre du projet.

« Le projet fonctionne autour d'unités de démonstration ('demo units'). Les agriculteurs apprennent en voyant et en mettant la main à la pâte. » (Agent de vulgarisation de Busia)

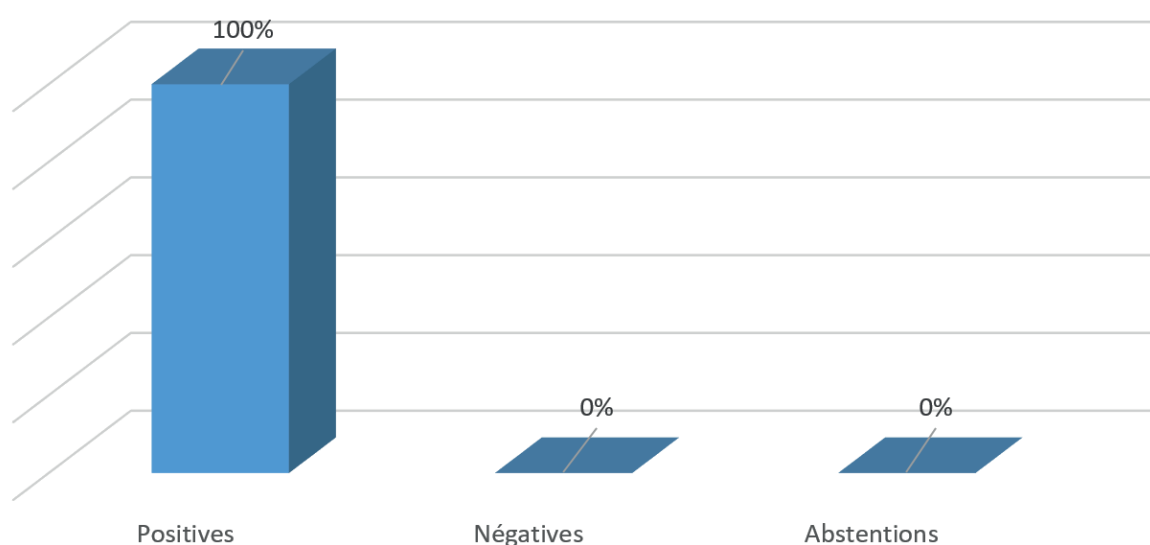
« Les enseignants brésiliens nous ont apporté beaucoup d'expérience ». (Agent de vulgarisation de Busia)

« Il s'agit d'un projet qui cherche à aider les agriculteurs afin qu'ils augmentent leur productivité. Grâce aux formations dispensées aux vulgarisateurs, ces derniers sont en mesure de former les agriculteurs qui, à leur tour, peuvent améliorer leur niveau de vie. » (Agent de vulgarisation de Homabay)

« Le projet nous a fait découvrir des nouvelles technologies que nous avons pu partager avec nos cotonculteurs. » (Chercheuse du Kalro)

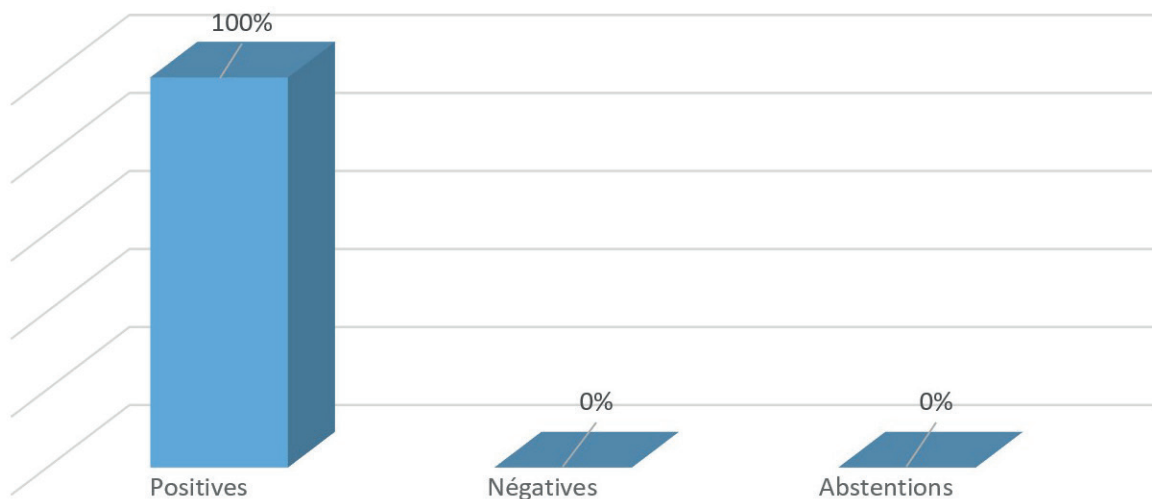
« Le but du projet est de former des techniciens afin qu'ils aident les planteurs à augmenter leur production, en faisant appel aux nouvelles techniques diffusées par le projet. » (Technicien du Kalro)

« C'est un projet qui a aidé notre pays à relancer sa cotonculture et à en augmenter les rendements. Avec ce projet, la production de coton a repris. Avant, cette spéculation était pratiquement abandonnée. La donne a changé avec le projet. » (Agent de vulgarisation de Migori)



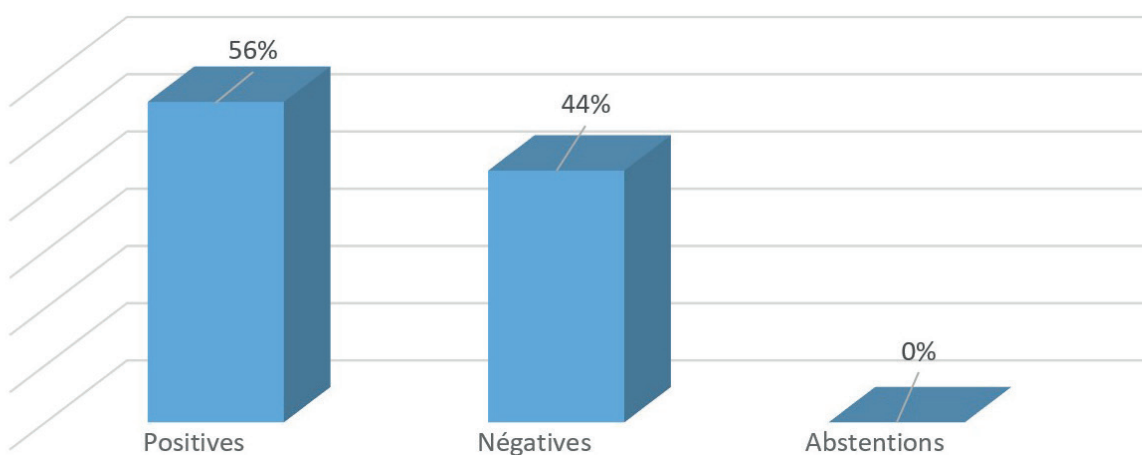
2. Avez-vous participé à un stage de formation ? Combien ? Lesquels ?

Toutes les personnes interrogées ont participé à au moins deux formations dispensées par l'UFLA. Certains techniciens et chercheurs n'ont suivi qu'une seule formation dans leur domaine d'expertise, par exemple, lors de la formation sur les stations météorologiques (chercheur du Kalro) et de la formation sur la production de semences, suivie par les inspecteurs de la KEPHIS.



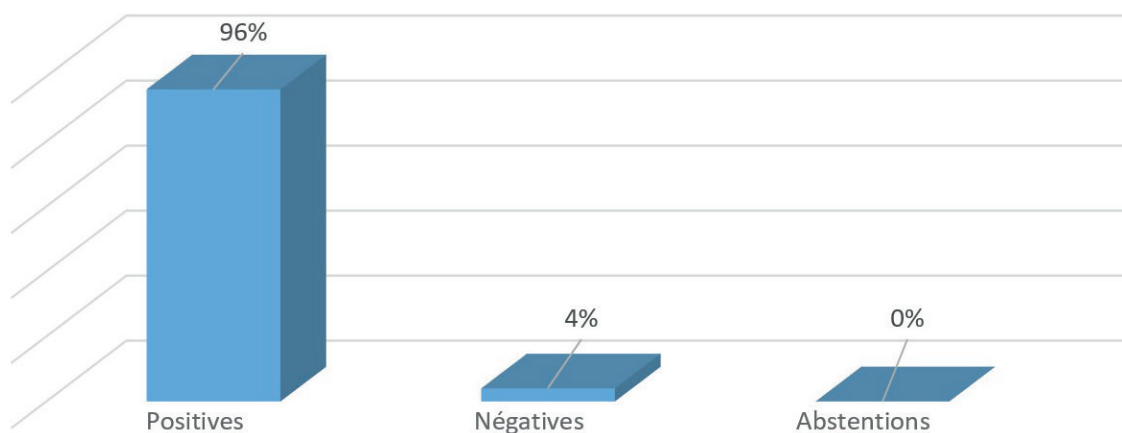
3. Avez-vous participé à des journées portes ouvertes ? Combien de fois ? Quand ?

Parmi les personnes interrogées, 56 % ont déjà participé à des journées portes ouvertes ; pour les négociants, les universités et le gouvernement local, c'est l'occasion d'interagir et de présenter des innovations et des technologies afin de développer la culture du coton. Les autres membres de ce groupe n'ont pas eu l'occasion de participer à des journées portes ouvertes.



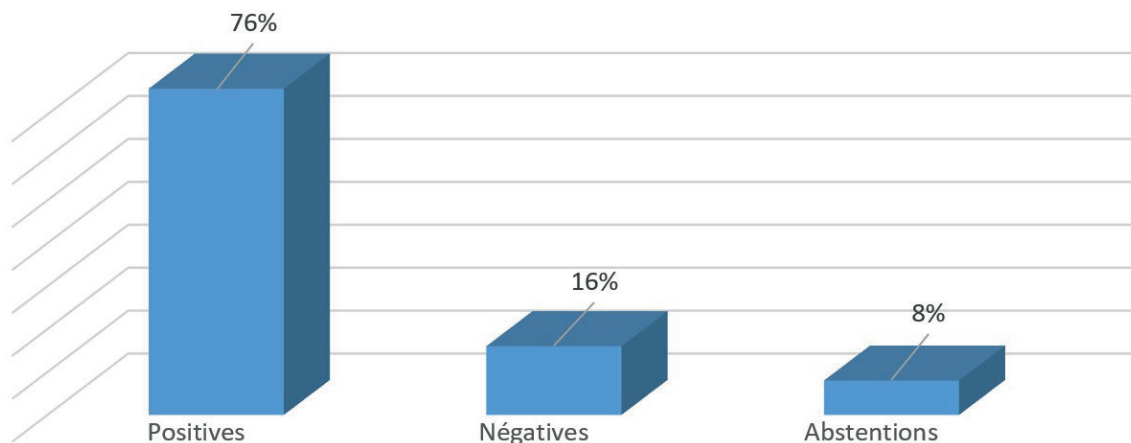
4. Avez-vous répliqué des stages de formation ? Lesquels ? Quand ?

La grande majorité d'entre eux ont pu répliquer les formations suivies. Et ce, sous différentes modalités : partage avec les collègues qui n'ont pas pu y participer lors de réunions formelles ; partage informel avec les collègues ; tenue de stages de formation avec les producteurs ; démonstrations de techniques lors de visites d'exploitations ou d'UTD.



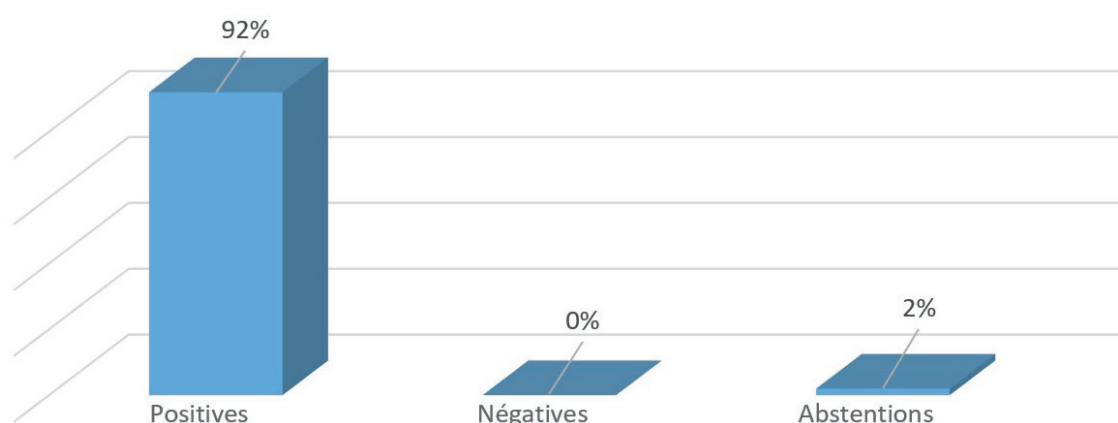
5. Les consignes du protocole de semis sont-elles claires ?

Pour 76% des personnes interrogées, les informations du protocole de semis sont claires, y compris pour ceux qui n'ont pas eu accès au document formel. Ils déclarent connaître les consignes et savoir comment encadrer les agriculteurs (notamment les vulgarisateurs). Ceux qui disent ne pas connaître le protocole sont des professionnels qui n'interviennent pas directement lors des activités de terrain.



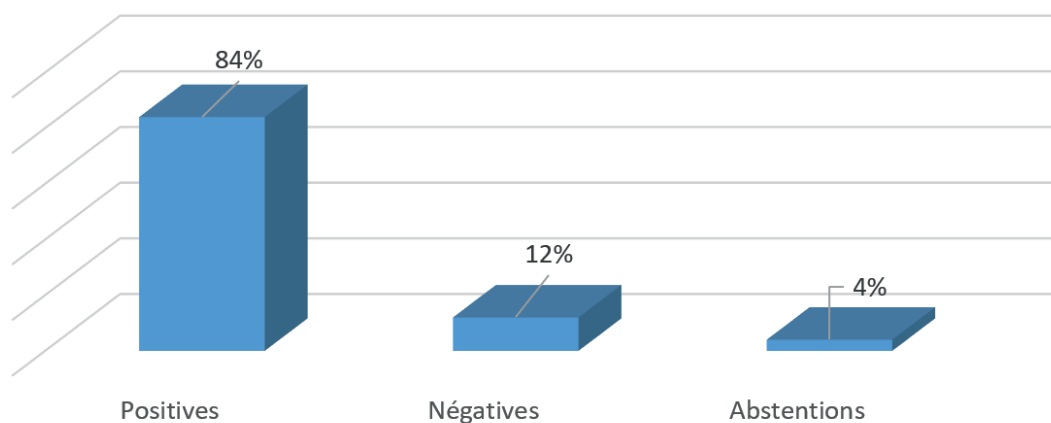
6. Les consignes aux producteurs ont-elles évolué après les formations du projet Cotton Victoria ?

La plupart des personnes interrogées ont indiqué qu'elles avaient modifié leurs consignes à l'intention des producteurs après avoir participé aux stages de formation du projet. La technique culturale la plus citée a été l'écartement entre les plantes, mais d'autres ont également été évoquées : le bon nombre de semences par poquet, la bonne utilisation des engrais et des pesticides, le contrôle manuel des mauvaises herbes, le sarclage, le semis en ligne, la préparation du sol et l'utilisation de semences certifiées. Il importe de préciser que la méthode traditionnelle consiste à planter le coton en association avec des cultures vivrières, en particulier le maïs. Il existe encore des résistances aux changements proposés par rapport à cette modalité culturale, mais des évolutions significatives ont été constatées.



7. Une augmentation du rendement a-t-elle été constatée dans les zones du projet ?

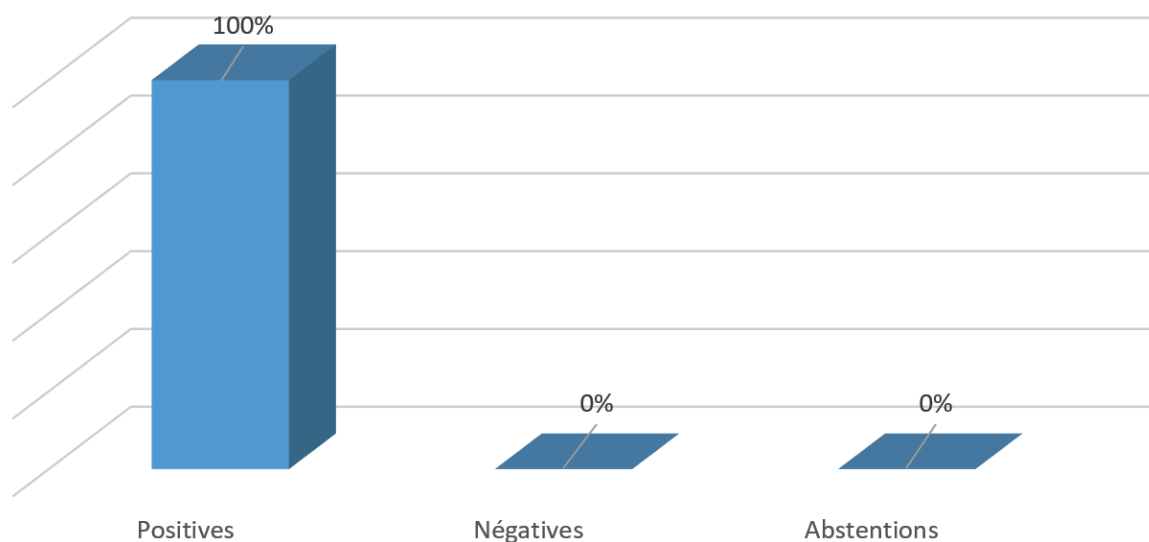
84 % des personnes interrogées confirment une augmentation des rendements. Nombre d'entre eux n'ont pas su quantifier cette augmentation. À Busia, il a été signalé que la production totale est passée de 35 à 100 tonnes ; des exemples d'augmentation des rendements ont été relevés, comme suit : de 741 Kg/ha à 1 236 Kg/ha, de 494 à 1 977 Kg/ha et de 494-741Kg/ha à 1 853-1 977 Kg/ha. À Homabay, la production qui était de 100 tonnes s'élève aujourd'hui à 600 tonnes. Le rendement est passé de 1 483 kg/ha à environ 2 224 kg/ha. D'autres cas ont été signalés, sans que les lieux soient précisés : 618 kg/ha à 3 212 kg/ha (rien qu'en modifiant l'écartement), 741 à 2 965 kg/ha, 741-865 kg/ha à 1 853-1 977 kg/ha et 741 à 1236-1 483 kg/ha.



GROUPE DES AGRICULTEURS

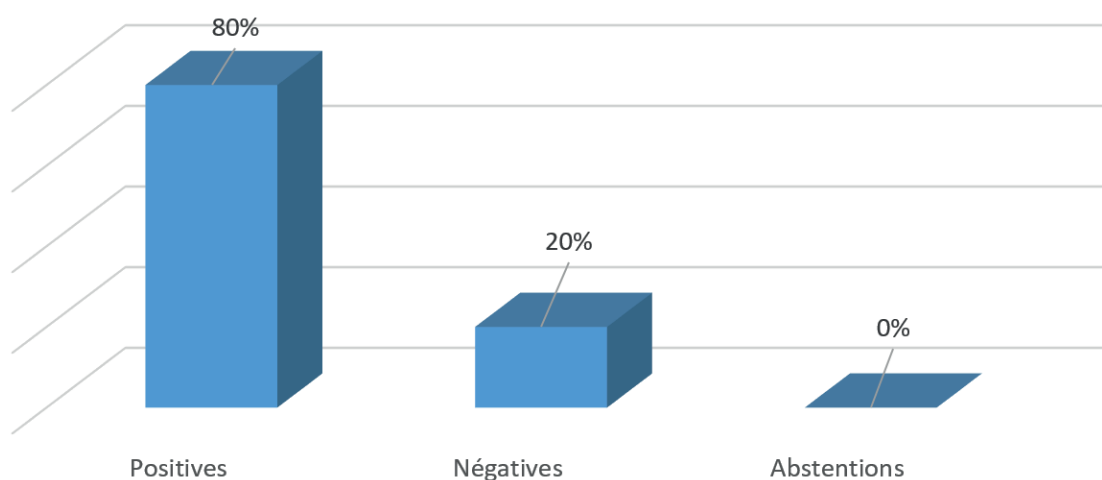
1: Connaissez-vous le projet Cotton Victoria ? Que savez-vous du projet ?

Toutes les personnes interrogées connaissent le projet, ne serait-ce que vaguement, en y voyant une initiative qui leur apprend à cultiver le coton.



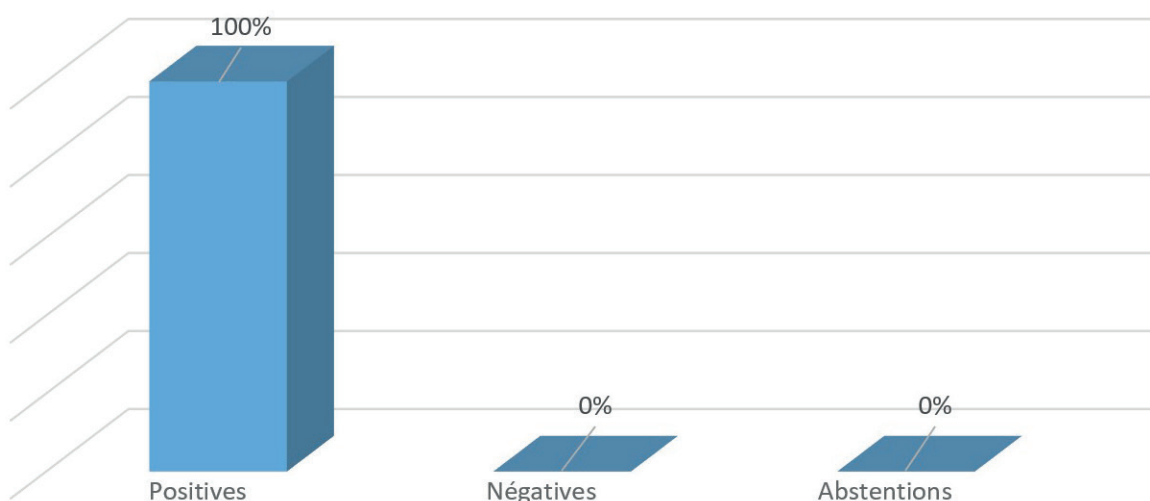
2. Avez-vous participé à un stage de formation ? Combien ? Lesquels ?

La plupart des personnes interrogées ont participé à des formations organisées par l'institution partenaire et/ou ont reçu des consignes techniques lors des visites réalisées par les vulgarisateurs.



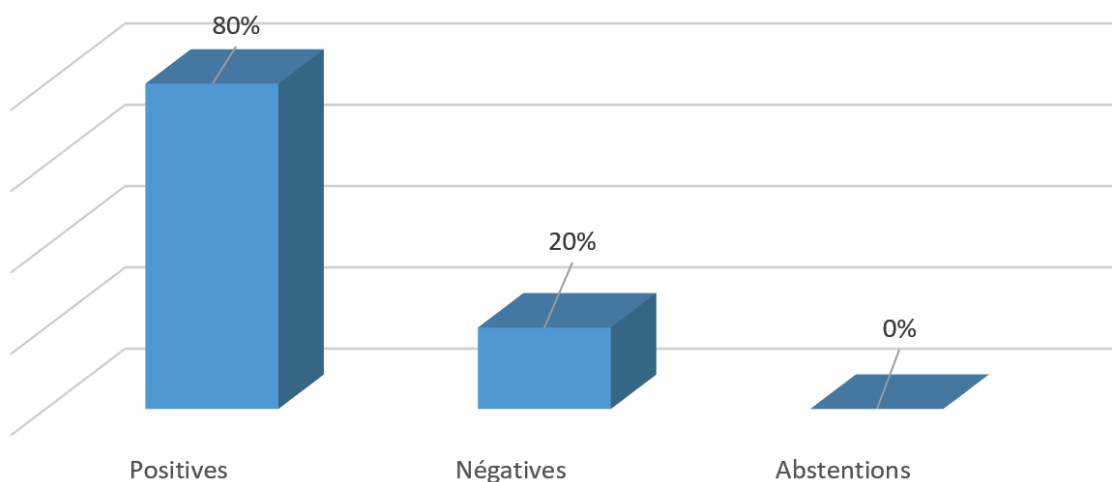
3. Avez-vous participé à des journées portes ouvertes ? Combien de fois ? Quand ?

Toutes les personnes interrogées ont participé à au moins une journée portes ouvertes.



4. Votre déplacement pour participer à l'activité a-t-il été pris en charge par l'institution partenaire locale ? Comment cela s'est-il passé ?

La plupart des personnes interrogées ont reçu de l'argent pour le transport afin d'assister à l'événement et/ou ont reçu une indemnité de repas sur place. Un agriculteur a déclaré qu'il n'avait pas reçu d'aide pour le transport, mais qu'une collation lui avait été offerte pendant l'activité.

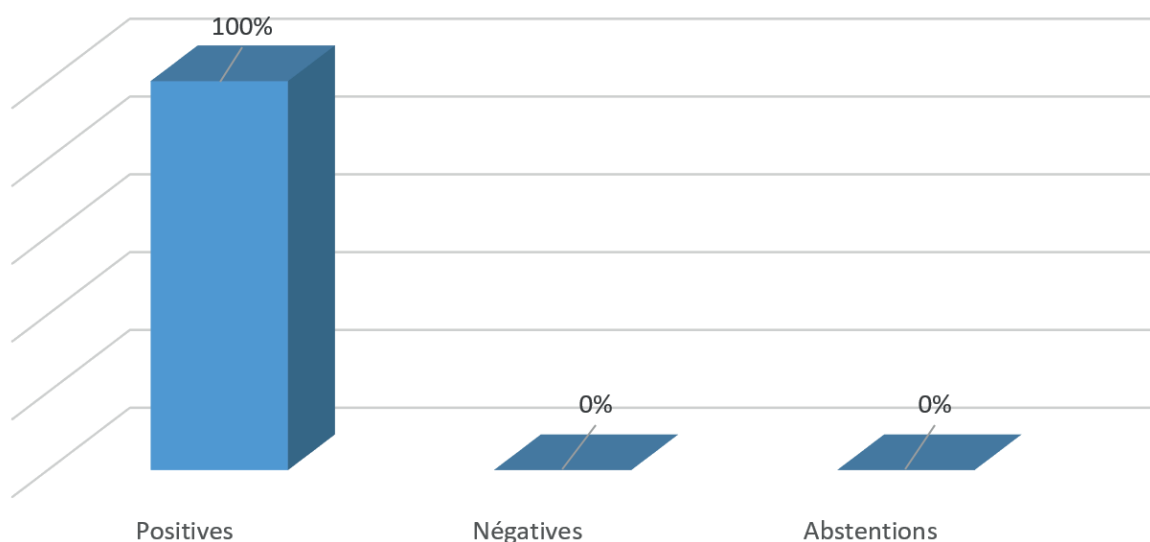


5. Appliquez-vous de nouvelles techniques ?

Ils ont tous déclaré qu'ils appliquaient une ou plusieurs des nouvelles technologies issues des formations ou des activités promues par « Cotton Victoria », dont notamment :

- écartement adapté,
- semis en ligne,
- pas d'association de cultures,
- nombre de semences par poquet,
- utilisation d'insecticides et d'engrais.

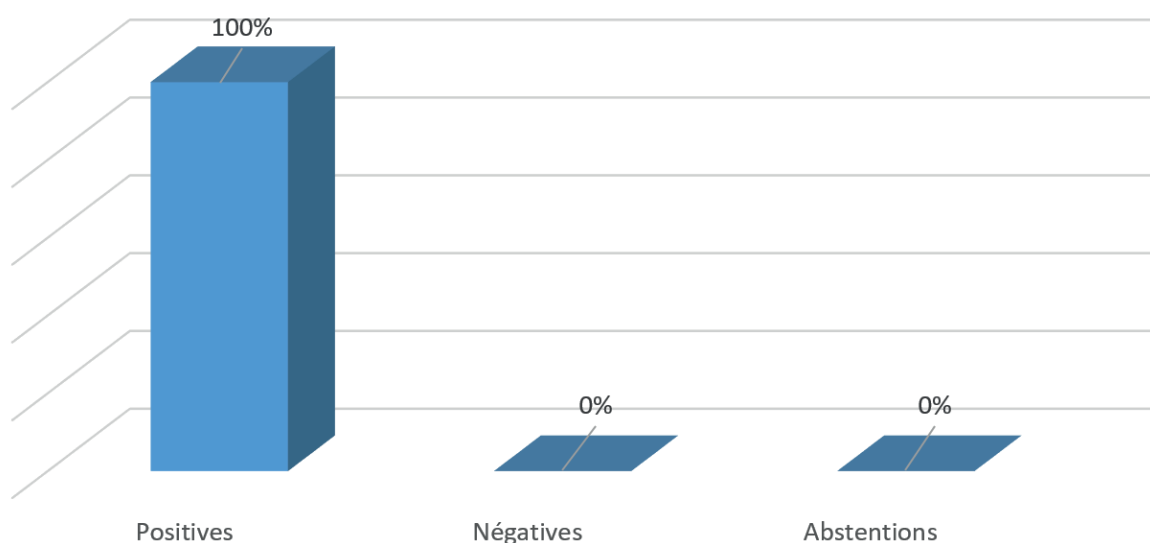
« Plusieurs personnes cherchent à tirer parti de mes connaissances, je me rends dans les coopératives, dans les associations, et je leur dis que la seule façon d'aller de l'avant et de réussir dans le coton est de planter à la Cotton Victoria. » (Agriculteur - Coopérative Kimira)



6. Notez-vous une différence au niveau des résultats obtenus sur le terrain ?

Ils ont tous constaté une différence sur le terrain. Un agriculteur a déclaré que le coton poussait plus vite, en signalant une augmentation de son rendement – qui s'élève actuellement à 494 kg par hectare – et, par conséquent, de ses revenus. De façon générale, les rendements sont passés de 1 483 kg par hectare à 2 681 kg par hectare. Un autre agriculteur a indiqué que ses rendements se situaient entre 988 et 1 483 kg par hectare et qu'ils sont passés à 4 480 kg par hectare, tandis qu'un troisième a rapporté que ses rendements sont passés de 741-1 236 kg par hectare à 2 471 kg par hectare.

« Puis, l'année 2023 est arrivée. Au fur et à mesure que l'on avance, on gagne de l'expérience. Sur mon acre, j'ai récolté 1 330 kg (3 287 kg/ha) et j'ai mis de l'argent dans ma poche, 86 000 shillings kenyans. Maintenant, les autres agriculteurs m'observent cultiver mes terres et attendent que je les prépare pour commencer à cultiver les leurs. Le bon travail est toujours récompensé par la plante. Après le semis, on ne peut pas abandonner la culture, il faut soigner son sol, regarnir les vides, sarcler, démarier, contrôler les insectes à l'aide des produits chimiques que Madame Tereza nous a appris à utiliser, utiliser des engrais foliaires. Si tu fais ça, mon ami, chaque cotonnier peut produire de 50 à 60 capsules. Aujourd'hui, je peux cultiver du coton deux fois par an. » (Agriculteur - Coopérative Kimira)



Tanzanie



En Tanzanie, 220 personnes ont pris part aux différentes formations. Après analyse, ce chiffre a été ramené à 106, car certains techniciens ont participé à plusieurs stages. Cela montre que l'institution partenaire consent des efforts pour former un personnel technique qualifié. Ainsi, un échantillon de 43 personnes à interviewer a été établi, tel que décrit dans le tableau ci-dessous :

Tableau 9 : Échantillonnage par région (Tanzanie)

Région	Nombre de participants	%	Nombre d'interviewés
Buchosa	3	1%	1
Geita	7	4%	5
Katavi	2	2%	2
Magu	2	2%	2
Mara	1	1%	1
Mwanza	84	20%	22
Shinyanga	4	4%	4
Singida	1	1%	1
Simiyu	5	2%	2
Iguanga	1	1%	1
Itilima	1	1%	1
Urambo	1	1%	1
Total	112	38%	43

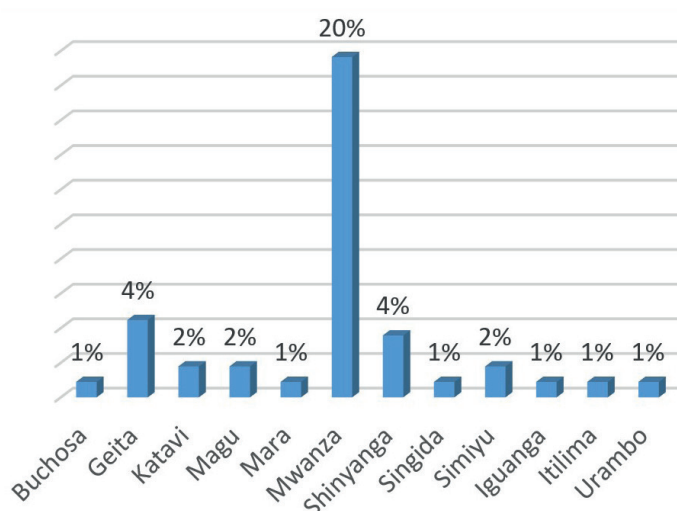


Tableau 10 : Échantillonnage par institution (Tanzanie)

Institution	Nombre de participants	%	Nombre d'interviewés
LGA	24	21%	24
TARI	79	11%	12
TCB	7	5%	6
TOSCI	2	1%	1
Total	112	38%	43

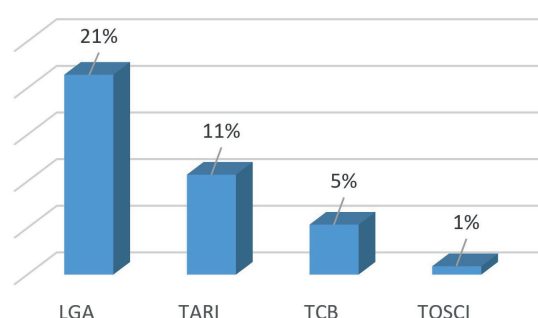


Tableau 11 : Échantillonnage par fonction (Tanzanie)

Fonction	Nombre de participants	%	Nombre d'interviewés
Vulgarisateur	63	21%	23
Producteur	6	4%	4
Technicien	24	2%	2
Chercheur	9	4%	5
Chercheur (assistant)	8	6%	7
Point focal	1	1%	1
Officier de météo	1	1%	1
Total	112	38%	43

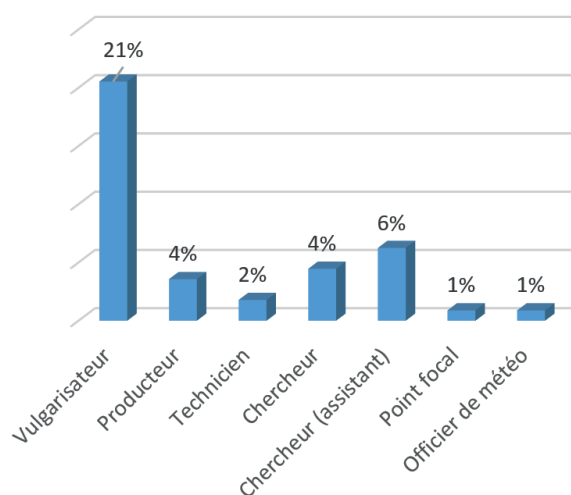
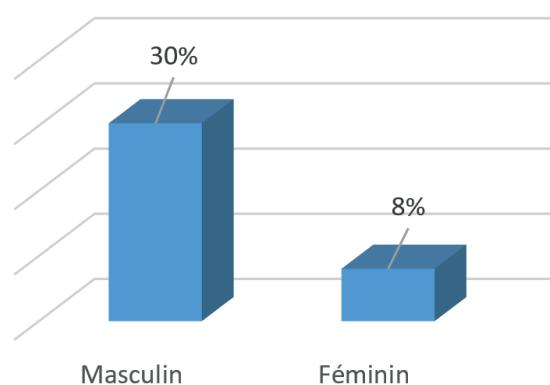


Tableau 12 : Échantillonnage par genre (Tanzanie)

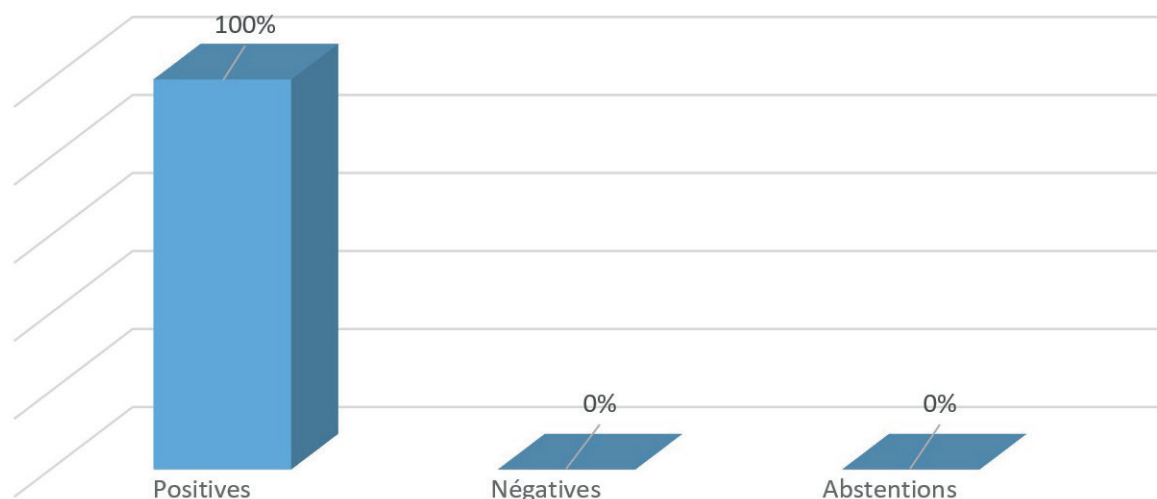
Genre	Nombre de participants	%	Nombre d'interviewés
Masculin	76	30%	34
Féminin	36	8%	9
Total	112	38%	43



GRUPO DE TÉCNICOS

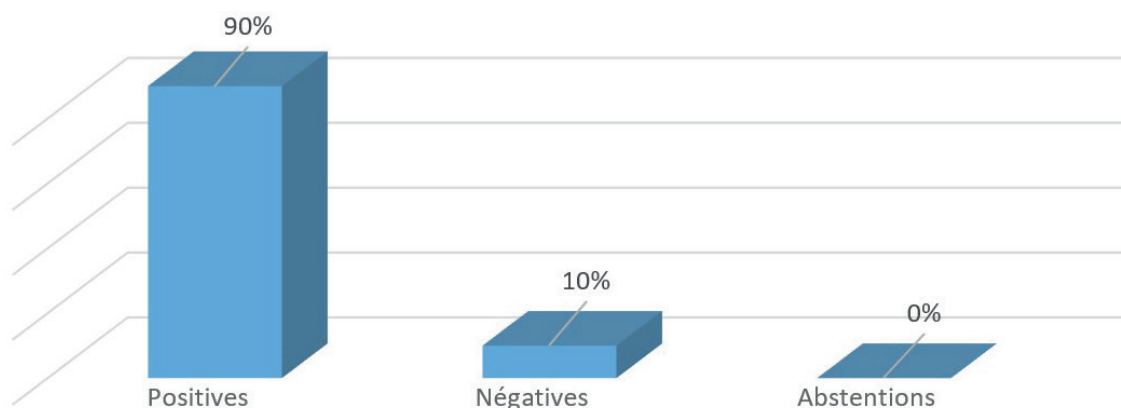
1: Connaissez-vous le projet Cotton Victoria ? Que savez-vous du projet ?

Toutes les personnes interrogées connaissent le projet Cotton Victoria. D'aucuns ont donné des réponses plus étoffées, d'autres connaissaient moins bien les actions du projet ; mais tous ont compris qu'il s'agit d'un partenariat entre les gouvernements tanzanien et brésilien, qui vise à accroître la productivité du coton.



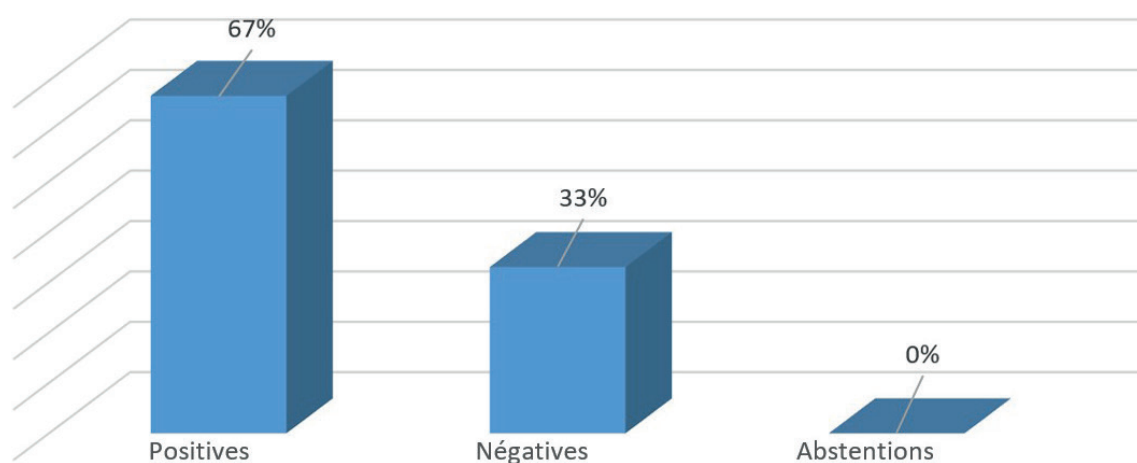
2. Avez-vous participé à un stage de formation ? Combien ? Lesquels ?

La plupart des personnes interrogées avaient déjà participé à une formation, soit dispensée par l'UFLA, soit par des agents qui avaient été formés et qui en ont répliqué les connaissances.



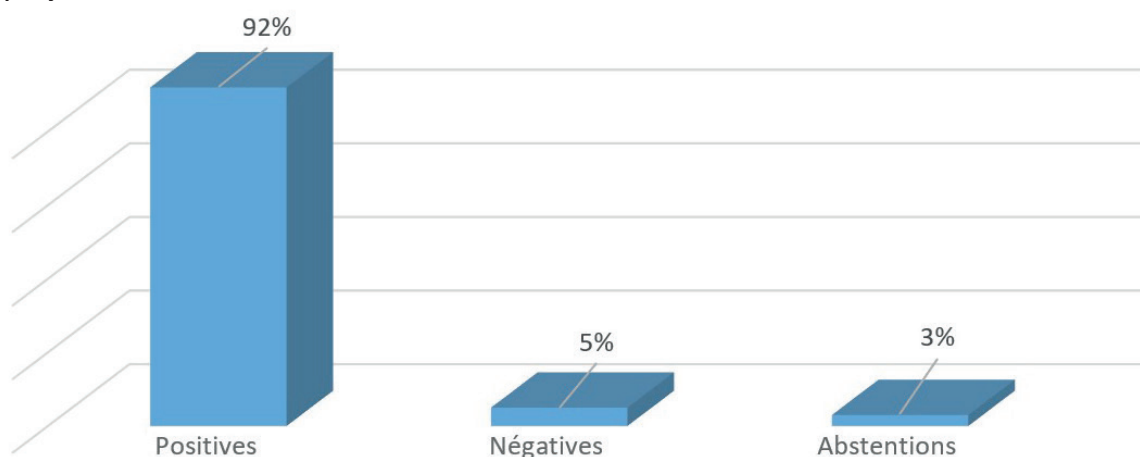
3. Avez-vous participé à des journées portes ouvertes ? Combien de fois ? Quand ?

Parmi les personnes interrogées, 67 % ont participé à au moins une journée portes ouvertes. En général, cette activité se déroule en juillet (près de la période des récoltes), le but étant de démontrer des techniques de terrain aux participants.



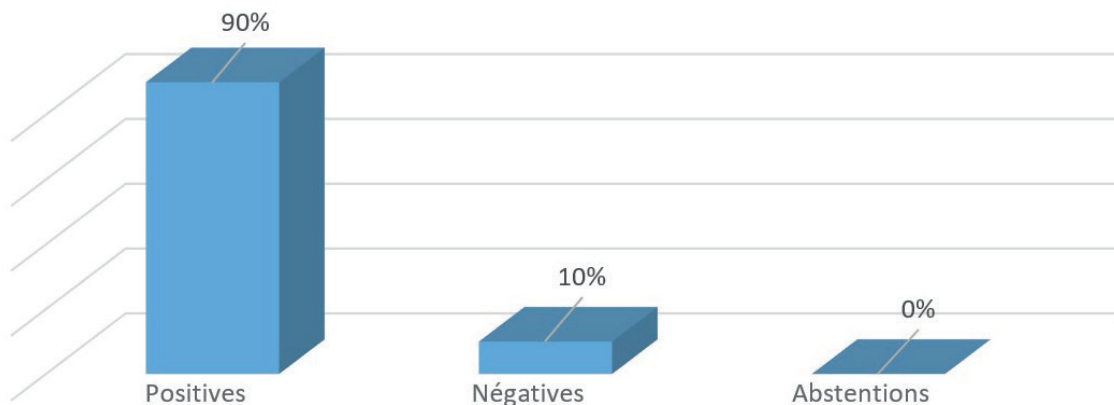
4. Avez-vous répliqué des stages de formation ? Lesquels ? Quand ?

En Tanzanie, la diffusion de connaissances est appréciée et dûment mise en pratique. À la suite des stages, les participants organisent des sessions de formation pour d'autres groupes d'agriculteurs. Ainsi, un plus grand nombre de personnes peuvent bénéficier des connaissances apportées par le projet.



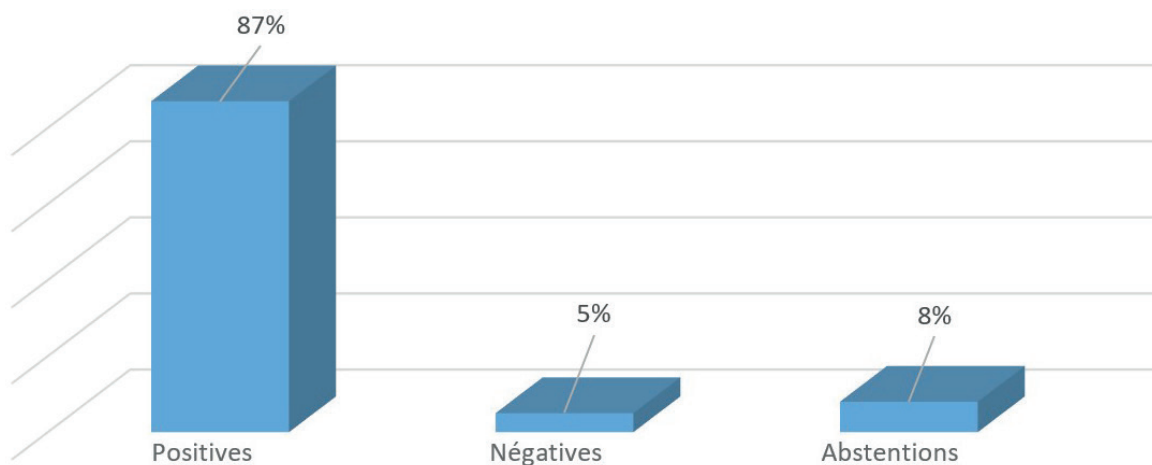
5. Les consignes du protocole de semis sont-elles claires ?

La plupart d'entre eux déclarent connaître les consignes des protocoles de semis. Les documents proprement dits ne sont pas connus de tous, mais les consignes convenues sont claires. Tout le monde comprend les consignes et se trouve en mesure de les appliquer, ainsi que d'orienter les techniciens et les agriculteurs.



6. Les consignes aux producteurs ont-elles évolué après les formations du projet Cotton Victoria ?

La plupart des personnes interrogées ont déclaré que les consignes avaient évolué. Au début, l'acceptation a été moindre, en raison de la résistance des agriculteurs. Après la première année, avec les résultats obtenus dans les UTD, les nouvelles techniques du projet ont commencé à être incorporées dans la culture du coton ; à ce jour, selon les informations relayées par le point focal du projet au TCB, 87 % des cotonculteurs tanzaniens utilisent les techniques du projet.

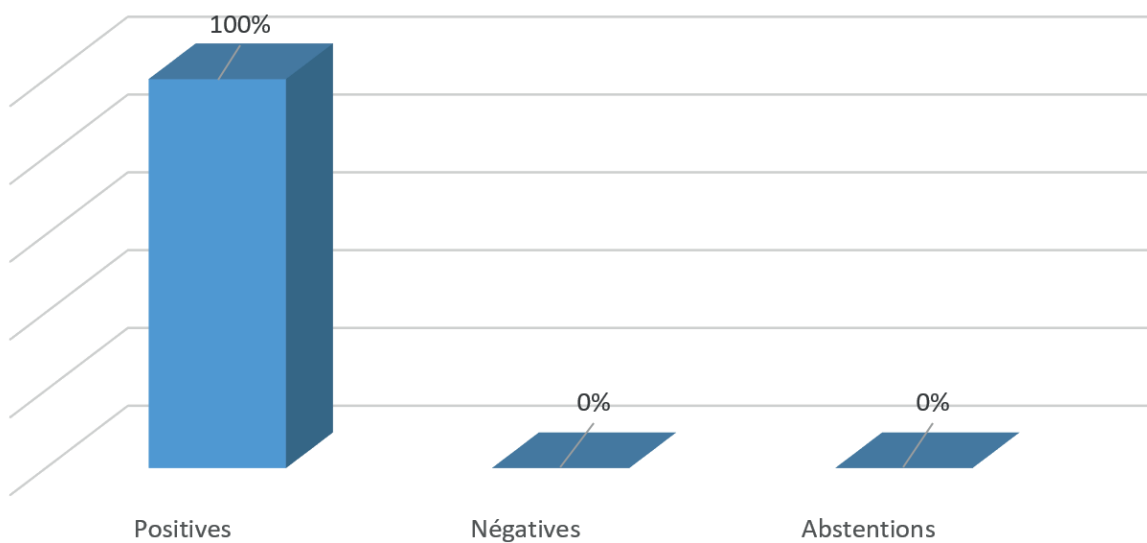


7. Une augmentation du rendement a-t-elle été constatée dans les zones du projet ?

Toutes les personnes interrogées ont signalé un accroissement des rendements, en indiquant que cette augmentation découlait de l'application des techniques apprises grâce au projet. Quelques exemples méritent d'être mentionnés :

- De 247 Kg/ha à 1 977 Kg/ha ;
- De 1 236-1 483 Kg/ha à une moyenne de 1 977 Kg/ha, pouvant aller jusqu'à 3 707 Kg/ha dans certains cas ;
- De 1 977 Kg/ha à 4 942 Kg/ha ;
- De 247-494 Kg/ha à 2 471 Kg/ha, atteignant 5 931 Kg/ha chez les agriculteurs les plus dévoués ;
- De 741 Kg/ha à 5 931 Kg/ha ;
- De 494-618 Kg/ha à 2 965 Kg/acre ;

- De 741 Kg/ha à 1 977-2 471 Kg/ha ;
- De 494 Kg/ha à 2 224 Kg/ha ;
- De 371-494 Kg/ha à 2 224-2 965 Kg/ha.

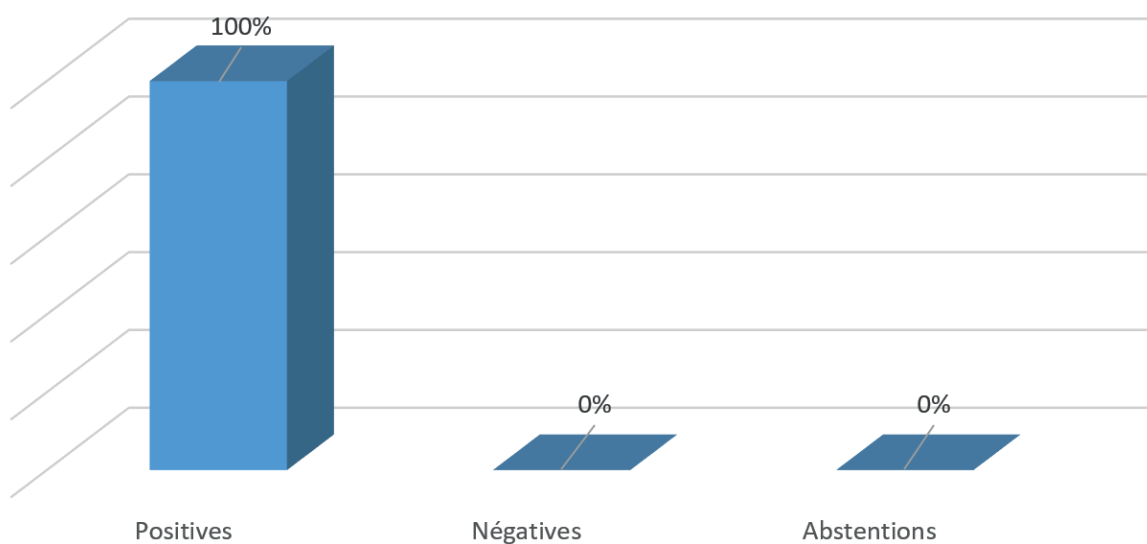


GRUPE DES AGRICULTEURS



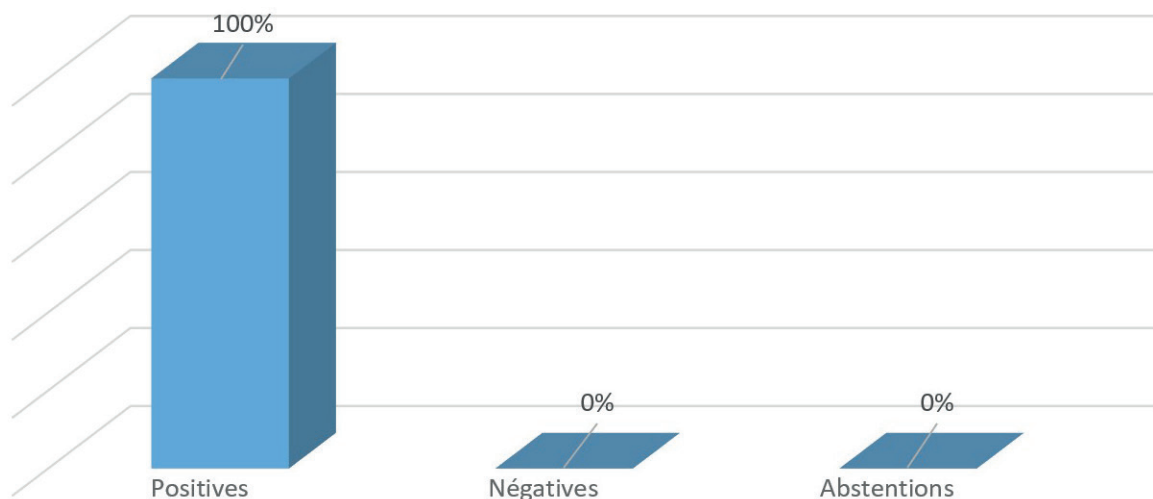
1: Connaissez-vous le projet Cotton Victoria ? Que savez-vous du projet ?

Les agriculteurs interrogés connaissent le projet Cotton Victoria, qui cherche selon eux à accroître les rendements grâce à de nouvelles technologies.



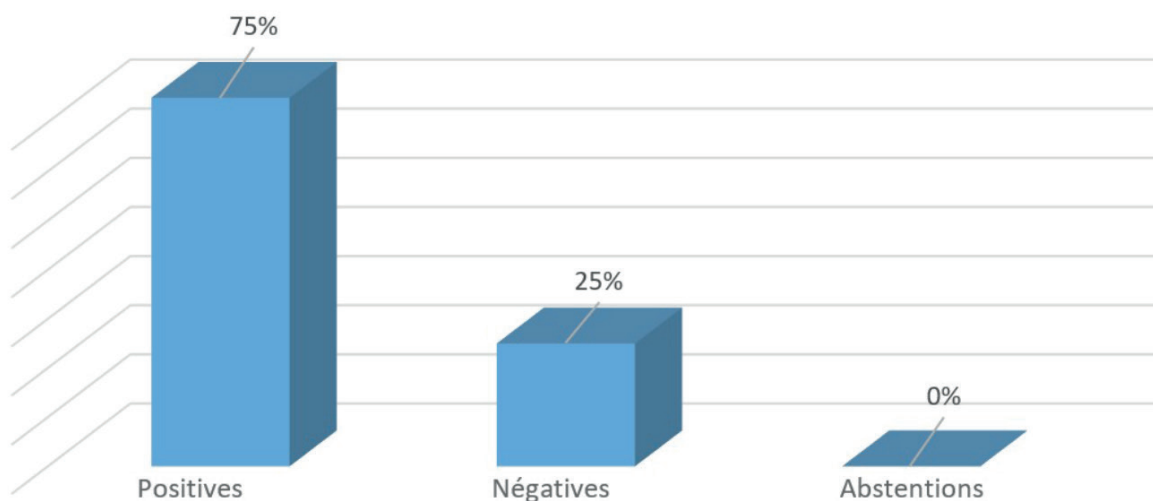
2. Avez-vous participé à un stage de formation ? Combien ? Lesquels ?

Tous les agriculteurs interrogés ont participé à 2 à 4 formations.



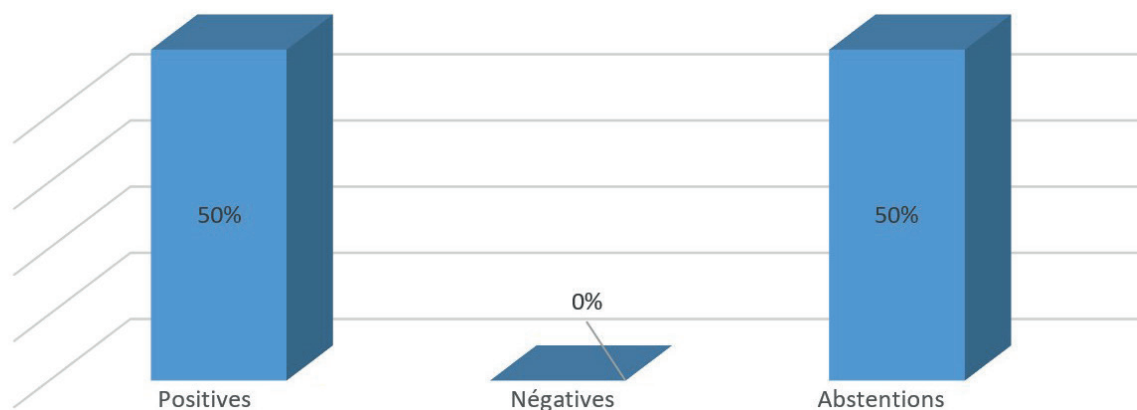
3. Avez-vous participé à des journées portes ouvertes ? Combien de fois ? Quand ?

La plupart des personnes interrogées ont participé à au moins une journée portes ouvertes.



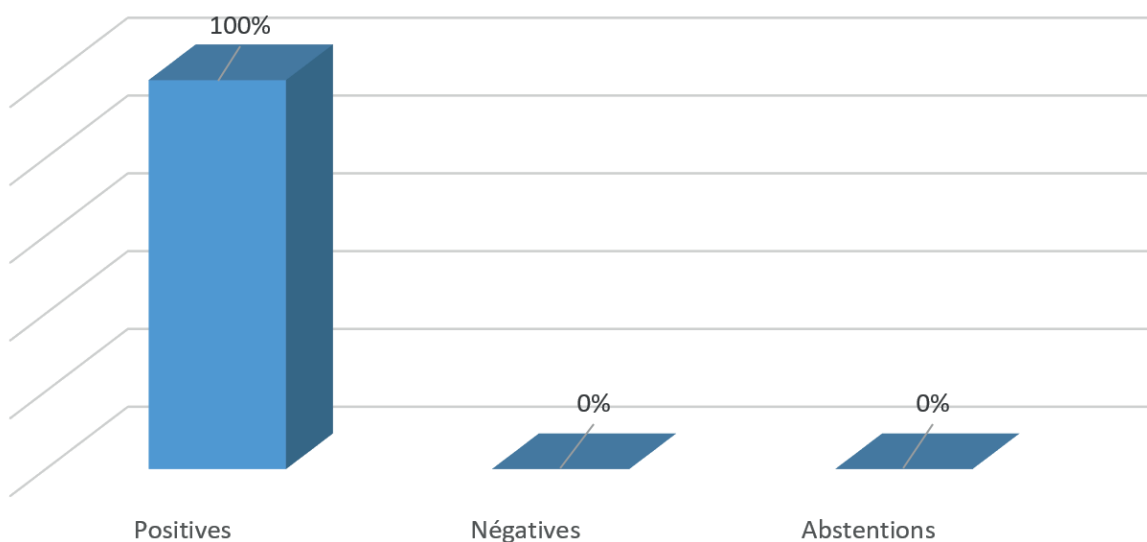
4. Votre déplacement pour participer à l'activité a-t-il été pris en charge par l'institution partenaire locale ? Comment cela s'est-il passé ?

À deux reprises, les personnes interrogées ont déclaré qu'elles recevaient des indemnités de transport et de repas lorsque les sessions de formation ne se déroulaient pas dans leur village. Dans les deux autres cas, puisque les agents de vulgarisation se rendent chez les agriculteurs, il n'est pas nécessaire de leur fournir une aide.



5. Appliquez-vous de nouvelles techniques ?

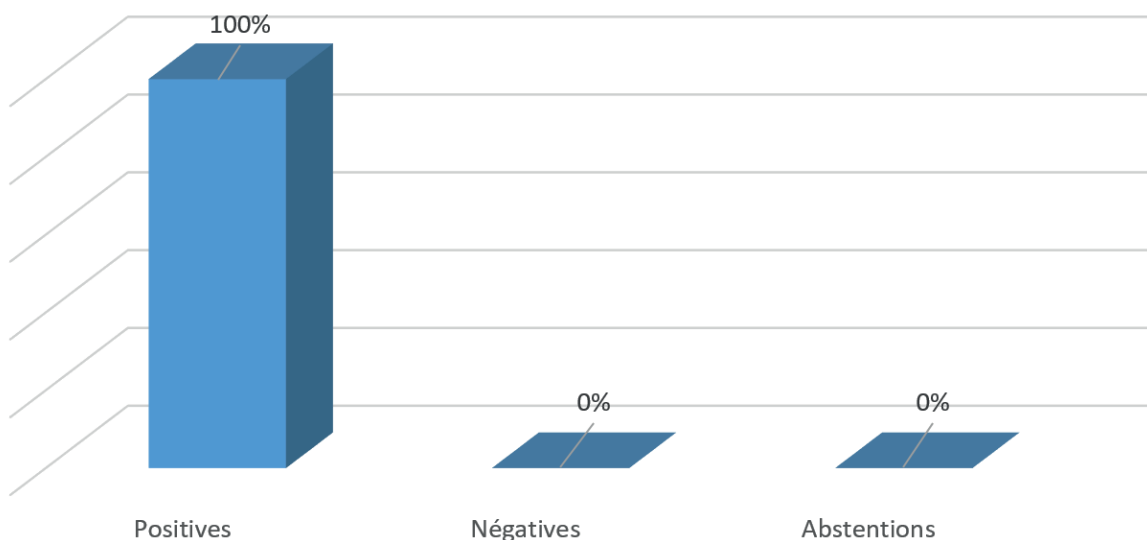
Ils ont tous accepté les nouvelles techniques issues du projet et les ont intégrées dans leur gestion culturelle du coton. Parmi les techniques adoptées, ils ont évoqué : hauteur et régulation de la croissance, pulvérisation foliaire de pesticides, sarclage, utilisation d'engrais et écartement prôné.



6. Notez-vous une différence au niveau des résultats obtenus sur le terrain ?

Ils ont tous fait état d'une augmentation des rendements, avec certains chiffres à l'appui :

- De 494 Kg/ha à 6 671 Kg/ha (pour récompenser le meilleur rendement du pays, le gouvernement tanzanien a décerné un tracteur de 850 chevaux à cet agriculteur de Mwanza) ;
- De 741 Kg/ha à 5 931 Kg/ha ;
- De 741 Kg/ha à 2 965 Kg/ha ;
- De 494 Kg/ha à 4 942 Kg/ha.



Les principaux constats



Les principaux constats

Les secteurs cotonniers des pays participant au projet « Cotton Victoria » sont confrontés à des défis communs. Lors des entretiens avec les cadres, les techniciens, les vulgarisateurs et les agriculteurs, les défis les plus fréquemment cités vont comme suit : faibles niveaux de rendement et de mécanisation, techniques de production rudimentaires, manque d'intrants appropriés et mauvaise qualité des semences.

Malgré ces obstacles, les gouvernements du Burundi, du Kenya et de la Tanzanie accordent la priorité à la formulation de politiques publiques et à l'établissement de partenariats pour soutenir la filière coton et essayer de la redynamiser. C'est dans ce contexte que s'inscrit le projet « Cotton Victoria ». Il s'agit d'un partenariat Sud-Sud ayant pour but de renforcer les capacités et de transférer des technologies aux pays partenaires.

Sur la base de cet examen, voici les principales conclusions de l'évaluation à mi-parcours :

Conclusions :

C1. Le projet est largement connu des partenaires (cadres, techniciens, agriculteurs et vulgarisateurs), tant au Burundi qu'au Kenya et en Tanzanie. Néanmoins, ses objectifs ne sont pas totalement clairs, ainsi que les méthodologies adoptées dans la coopération Sud-Sud.

Les partenaires interrogés savent clairement qu'il s'agit d'un projet de coopération mené en partenariat avec le Brésil, en soutien aux filières coton dans les pays participants. Certains acteurs ne sont pas très familiers avec les détails spécifiques du projet, soit ; mais, pour une grande majorité d'entre eux, les pratiques culturelles développées dans le cadre du projet ont permis d'accroître les rendements de la production cotonnière. Ainsi, de façon globale, l'impact du projet sur la relance de la filière coton dans les trois pays est perçu de manière très positive.

En règle générale, un manque de connaissances détaillées sur les résultats, les produits et les activités du projet est à signaler. Les cadres ne semblent pas au clair sur les méthodologies adoptées par la coopération Sud-Sud, notamment en ce qui concerne la mise sur pied et l'exécution conjointes des activités, ainsi que les éventuelles contreparties locales. Par ailleurs, l'enjeu du partage des coûts, en fonction des possibilités de chaque pays, ne semble pas avoir été intégré dans la gestion du projet par les institutions partenaires.

C2. Le projet montre d'excellents résultats en termes de techniques de gestion agronomique et de diffusion de technologies.

Le projet constitue une réussite sur le plan des stratégies de transfert de technologies, avec des résultats significatifs dans leur assimilation et leur réplique. La réplique des techniques culturelles se déroule de manière soutenue et structurée entre les agriculteurs et les agents de vulgarisation. Au-delà des sessions de formation organisées par les gouvernements et par le projet, la réplique des pratiques se produit également de manière spontanée entre techniciens et agriculteurs, assurant ainsi la diffusion des techniques transmises lors des stages de formation. Cela s'est produit de façon spontanée et efficace, mais aucune stratégie n'a été élaborée dans le cadre du projet pour diffuser les pratiques à d'autres acteurs de la chaîne du coton.

C3. Le projet a contribué à une augmentation des rendements, mais il n'y a pas de quantification ou de systématisation formelle pour enregistrer les gains de productivité dans les pays.

Au cours des entretiens, il a été possible de constater une augmentation significative des rendements dans les trois pays, par suite de leur adhésion au protocole de semis élaboré par l'Université Fédérale de Lavras (UFLA). Dans ce contexte, la Tanzanie a obtenu des résultats supérieurs à la moyenne des deux autres pays, ce qui semble être associé au dévouement de l'Institut de recherche agricole de Tanzanie (TARI) dans la mise en œuvre du projet, ainsi qu'à la présence de la coordinatrice régionale du projet dans les activités quotidiennes.

Bien que les personnes interrogées aient fait état d'une augmentation du rendement du coton, il existe des divergences dans les chiffres, ce qui atteste d'une imprécision, voire d'un manque de connaissances pour effectuer les bons calculs. Face au manque d'enregistrement et de systématisation par rapport à l'accroissement des rendements, il est difficile d'évaluer l'impact précis du projet sur la production cotonnière des trois pays.

C4. Le projet contribue à la formation du personnel technique dans les trois pays, mais il est nécessaire de diversifier, d'une part, les techniciens et les agriculteurs formés, et, d'autre part, l'équipe de l'UFLA chargée des formations.

La grande majorité des techniciens et des agriculteurs interrogés ont participé à la quasi-totalité des formations proposées par le projet. Cela indique une continuité et une progression des connaissances et des compétences chez ces participants. Néanmoins, cela peut également traduire une concentration excessive sur les mêmes représentants, ce qui nuit à la diffusion des connaissances auprès d'un plus grand nombre de personnes.

Chargée des formations dans les trois pays, l'équipe technique de l'UFLA accomplit un excellent travail, très engagé vis-à-vis des résultats. Néanmoins, la désignation des mêmes professionnels pour l'ensemble des stages de formation impose des contraintes à la mise en œuvre du projet régional et empêche une diversification des sources de connaissances.

C5. Le projet s'efforce d'assurer la participation des femmes à ses activités. Malgré cela, la participation masculine est prédominante.

Le projet prévoit que 30 % des participants aux activités et aux formations proposées doivent être des femmes. Malgré cela, les hommes restent majoritaires. Afin d'assurer une plus grande participation des femmes et donc une plus grande équité, le projet pourrait chercher à encourager davantage la participation féminine.

C6. Le projet prévoit que 30 % des participants aux activités et aux formations proposées doivent être des femmes. Malgré cela, les hommes restent majoritaires. Afin d'assurer une plus grande participation des femmes et donc une plus grande équité, le projet pourrait chercher à encourager davantage la participation féminine.

En règle générale, les cadres, les techniciens et les agriculteurs ont déclaré que la communication avec l'ABC et l'UFLA est rapide et accessible. Pour la mise en œuvre technique, la communication est souvent informelle, notamment par l'utilisation de l'application WhatsApp. Si cette pratique permet une communication rapide et une bonne interlocution avec les experts brésiliens, les échanges, hélas, ne sont pas dûment enregistrés, ce qui rend difficile leur consultation ultérieure par d'autres acteurs, ainsi que la préservation de la mémoire institutionnelle du projet.

C7. Les protocoles et autres documents techniques élaborés dans le cadre du projet sont clairs, mais doivent être diffusés plus largement parmi les bénéficiaires.

Les techniciens et les agriculteurs ont déclaré que les techniques culturelles diffusées dans le cadre du projet sont transmises de manière claire et objective par les experts de l'UFLA. Même si les instructions données en stage de formation sont claires, certains participants n'ont pas eu accès aux protocoles et autres documents techniques. En assurant l'accès à ces documents, les consignes n'en seront que plus transparentes, notamment pour les consulter en cas de doute.

C8. Le projet soutient les déplacements des partenaires pour leur permettre de participer aux formations et autres activités prévues. Néanmoins, chaque pays définit les modalités de ce soutien. Avec un soutien institutionnel plus prévisible, une participation plus importante des agriculteurs serait possible.

Cadres, techniciens et agriculteurs ont déclaré avoir bénéficié d'un soutien financier de la part du projet pour participer à ses activités. Or, l'étendue de ce soutien n'est pas définie par le Projet régional, ce qui entraîne des différences entre les trois pays. Certains pays assurent le transport, les repas et les per diem pour certaines formations, alors que d'autres n'offrent que le transport, par exemple. Cette dynamique nuit à la participation des agriculteurs les plus vulnérables.

Recommendations



Recommandations

R1. Concevoir et mettre en œuvre une stratégie de communication pour les trois pays afin de favoriser la diffusion des orientations générales du projet, ses principaux objectifs, ses résultats et les acteurs impliqués, en soulignant les particularités de la coopération Sud-Sud.

Réponse aux conclusions C1 et C2.

La création d'une vaste stratégie de communication adaptée à la réalité des trois pays permettra de faire connaître le projet régional, ainsi que ses techniques et ses résultats. Ainsi, il sera possible de diffuser non seulement le rôle du Brésil dans la coopération Sud-Sud, mais aussi le « modus operandi » des initiatives développées. Une connaissance plus approfondie des principes et surtout des responsabilités des parties, dans le cadre des initiatives menées entre pays en développement, contribuera à une meilleure définition de leurs rôles et de leurs responsabilités, en vue d'une mise en œuvre plus efficace et effective.

La stratégie de communication pourrait prévoir la diffusion des techniques de gestion agronomique et des meilleures pratiques développées dans le cadre de cette initiative, contribuant ainsi à la durabilité de ces pratiques au-delà de la durée du projet.

R2. Concevoir et mettre en œuvre une stratégie avec les pays partenaires pour mesurer l'augmentation des rendements de coton pendant la durée du projet.

Réponse à la conclusion C3.

Associée à d'autres indicateurs, la mesure de ces augmentations constitue une stratégie majeure pour évaluer l'impact des techniques culturelles diffusées par le projet. La stratégie sera d'autant plus efficace qu'elle sera individualisée, en tenant compte des particularités de chaque secteur cotonnier. Une standardisation de la méthodologie de mesure et une réalisation simultanée dans les trois pays permettraient de corriger le cap des activités prévues dans le projet, le cas échéant.

Puisque des différences de rendement ont été constatées entre les trois pays au cours de l'évaluation, l'inclusion d'une analyse comparative dans la stratégie de mesure pourrait favoriser l'échange d'expériences et de leçons tirées. Ainsi, il serait plus facile d'identifier des stratégies pour ajuster la mise en œuvre et obtenir un meilleur impact dans le secteur cotonnier.

R3. Établir une liste de critères avec les pays partenaires pour choisir les représentants qui participeront aux formations et aux autres activités du projet.

Réponse aux conclusions C4 et C5

La liste de critères doit envisager l'élargissement de la participation féminine et le potentiel de réplique des connaissances acquises, compte tenu du nombre limité d'acteurs susceptibles d'être formés par le projet. La participation de cadres et de techniciens occupant des postes clés s'avère stratégique. Les producteurs de premier plan doivent être privilégiés afin qu'ils puissent ultérieurement démontrer les techniques culturelles apprises sur leurs propres exploitations, ainsi que leur éventuelle réussite en termes d'augmentation du rendement.

En conformité avec ces critères, il est recommandé de promouvoir une diversification des intervenants lors des formations et des activités du projet, afin d'élargir sa portée et de contribuer à sa durabilité.

R4. Discuter et établir une stratégie de mise en œuvre des activités avec l'UFLA, afin de permettre l'inclusion de nouveaux experts pour dispenser les formations et les activités prévues dans le projet.

Réponse à la conclusion C4

L'identification d'enseignants de l'UFLA disposant d'une expertise dans différents domaines de la filière coton favorisera une diversification des intervenants lors des stages de formation, enrichissant ainsi les activités développées.

Au-delà de la diversification de thématiques et de points de vue, une variété accrue d'experts permettrait un enchaînement plus fluide des formations, d'autant plus que les pays partenaires sont au nombre de trois.

R5. Discuter et concevoir des protocoles de communication entre partenaires brésiliens et africains permettrait de renforcer le suivi des activités par les institutions, tout en assurant la mémoire institutionnelle du projet et l'accès aux documents par les autres acteurs associés.

Réponse aux conclusions C6 et C7

La discussion, l'élaboration et l'adoption de protocoles de communication – assortis d'un enregistrement des interactions – favoriseraient une communication plus fluide et permettraient de conserver la mémoire institutionnelle du projet. Ainsi, d'autres acteurs pourraient accéder aux documents, protocoles et recommandations, assurant ainsi un meilleur accès à l'information.

Lors des formations et des activités du projet, la distribution des protocoles et autres documents pourrait contribuer à l'assimilation du contenu enseignés, en apportant une plus grande clarté sur les pratiques à adopter. Enfin, la mise à disposition de cette documentation contribuerait également à une diffusion plus large des pratiques préconisées, ainsi qu'à leur réplique, notamment parmi ceux qui n'ont pas pu participer aux activités.

R6. Discuter et établir un protocole unifié pour la participation des cadres, des techniciens et des agriculteurs aux activités du projet.

La définition d'un protocole commun de projet pour orienter la participation des représentants aux activités du projet permet d'assurer une plus grande prévisibilité et, par conséquent, une participation plus substantielle, notamment auprès des publics cibles les plus vulnérables.

Conclusion



Conclusion

Burundi

Objectifs atteints :

Transfert de technologies : Formation de techniciens et d'agriculteurs à des pratiques telles que le bon écartement (60 x 16 cm pour les sols pauvres ; 70 x 20 cm pour les sols fertiles), la date de semis (novembre-décembre), le démariage et la fertilisation organo-minérale.

Infrastructures : Mise en place d'unités techniques de démonstration (UTD) et d'unités communautaires d'apprentissage (UCA) pour la validation et la diffusion des technologies.

Semences : Introduction de variétés brésiliennes (BRS 293) et maliennes, avec une augmentation de la disponibilité de semences certifiées (250 tonnes en 2024).

Résultats quantitatifs :

Rendement : Augmentation de 700 kg/ha à 1 200–2 000 kg/ha dans les zones où ces technologies sont adoptées.

Formations : 40 personnes interviewées (chercheurs de l'ISABU, vulgarisateurs de la COGERCO, agriculteurs leaders).

Zones d'intervention : Régions de l'Imbo et du Moso, avec un accent particulier sur les sols acides et l'association coton-maïs.

Défis :

Contraintes structurelles : manque de machines à délimiter, d'engrais minéraux et vulgarisation agricole insuffisante.

Adoption partielle : Seulement 50 % des agriculteurs suivent les recommandations, du fait de leurs habitudes traditionnelles.

Durabilité : dépendance vis-à-vis des semences importées et nécessité de renforcer la chaîne locale d'approvisionnement en intrants.

Kenya

Objectifs atteints :

Gestion agronomique : Adoption d'un écartement de 70 x 20 cm, semis en ligne (évitant ainsi l'association avec le maïs) et sarclage programmé (15-21 et 45-60 jours après la levée).

Équipements : Donation de machines pour la transformation du coton (presses à extruder, filtres à huile).

Formations : Stages consacrés à la LIR, à la production de semences et à la conservation des sols.

Résultats quantitatifs :

Rendement : Hausse de 250-500 kg/acre à 700-1 300 kg/acre (cas exceptionnels : 1 800 kg/acre).

Formations : 35 personnes interviewées (techniciens de la KALRO, agents gouvernementaux de vulgarisation agricole, agriculteurs coopératifs).

Zones d'intervention : Districts de Kisumu, Busia, Homabay et Siaya.

Défis :

- Résistance culturelle : les agriculteurs rechignent à abandonner les cultures associées et la densification.
- Ravageurs : Sensibilité de la variété BRS 293 aux jassides (*Amrasca biguttula*).
- Logistique : Difficulté d'accès aux intrants et à l'assistance technique dans les régions reculées.

Tanzanie

Objectifs atteints :

- Technologies validées : Écartement réduit (60 x 30 cm), taille apicale, utilisation de biofertilisants et de semences délintées.
- Vulgarisation rurale efficace : réseau d'ambassadeurs du coton pour multiplier les connaissances (ratio de 200 agriculteurs par vulgarisateur, en moyenne).
- Reconnaissance gouvernementale : récompenses décernées aux producteurs (par exemple, un tracteur pour le premier classé avec 2 700 kg/acre).

Résultats quantitatifs :

- Rendement : Augmentation de 200–400 kg/acre à 800–2 400 kg/acre (moyenne de 1 200 kg/acre).
- Formations : 35 personnes interviewées (chercheurs du TARI, vulgarisateurs du LGA, agriculteurs modèles).
- Zones d'intervention : régions de Mwanza, Geita, Shinyanga et Simiyu.

Défis :

- Échelle : Étendre l'adoption à 100 % des producteurs de coton (60 % à l'heure actuelle).
- Qualité de la fibre : Nécessité d'éviter l'humidification après la récolte pour valoriser le produit.
- Durabilité : maintenance des équipements et poursuite des formations après 2026.

Conclusion générale

Le projet Cotton Victoria a mené à bien ses axes principaux (adaptation technologique, transfert de connaissances et analyse de la filière) dans les trois pays, avec des augmentations moyennes de 50 à 300 % en termes de rendement. Les défis communs incluent :

Renforcement de la chaîne d'approvisionnement (semences, engrais) ; expansion de la vulgarisation agricole afin de consolider les pratiques ; et pérennité après le projet grâce à des politiques publiques et des partenariats locaux.

Recommandations finales

Burundi : Investir dans les infrastructures de délintage et élargir l'accès aux engrais.

Kenya : Développer des variétés résistantes aux ravageurs et intensifier les journées portes ouvertes.

Tanzanie : Formaliser les protocoles post-récolte et répliquer le modèle basé sur des récompenses.

Le projet Cotton Victoria a produit des retombées significatives sur la culture du coton dans le bassin du lac Victoria, en toute conformité avec ses trois axes principaux :

1. Développement et adaptation des technologies locales : L'introduction des écartements appropriés (60 x 30 cm en Tanzanie, 70 x 20 cm au Kenya, 60x16 cm au Burundi), des techniques de gestion culturale intégrée (LIR, taille apicale, biofertilisants) et des semences améliorées (telles que la BRS293 et les variétés maliennes) ont été adaptées aux conditions édapho-climatiques et socio-économiques de chaque pays.

2. Transfert de technologies : La formation des techniciens et des agriculteurs par le biais d'UTD (unités techniques de démonstration) et de journées portes ouvertes a entraîné l'adoption massive de pratiques innovantes, comme en témoigne l'augmentation moyenne de 116 % du rendement (voir tableau ci-dessous).

3. Durabilité économique : Cette hausse productive a généré des revenus supplémentaires pour les agriculteurs (par exemple, le Burundi est passé de 700 kg/ha à 1 200 kg/ha) et a renforcé les chaînes locales, notamment la production de semences et la transformation de l'huile de coton.

Paramètres	Burundi	Kenya	Tanzanie	Total
Techniciens interviewés	18	22	35	75
Agriculteurs interviewés	12	15	20	47
Rendement d'avant (kg/ha)	500-700	250-500 (kg/acre)	100-200 (kg/acre)	-
Rendement d'après (kg/ha)	1 000 - 1 200	700 - 1 300 (kg/acre)	800 - 2 700 (kg/acre)	+116% (moy.)
Agriculteurs accompagnés	~5 000*	~10 000*	~25 000*	~40.000

N.B. :

- Conversion des unités de mesure : 1 acre = 0,4 hectare.
- Données estimées à partir des témoignages des vulgarisateurs et des coopératives.
- Fait marquant : en Tanzanie, des agriculteurs comme Zakaria Walwa ont atteint 2 700 kg/acre (6 750 kg/ha), dépassant ainsi la moyenne brésilienne.

Défis persistants :

- Accès aux intrants : Manque de semences délintées, d'engrais et d'équipements.
- Infrastructures : Contraintes en matière de stockage et d'écoulement de la production.

Formation continue : Nécessité d'étendre la vulgarisation agricole pour consolider les acquis.







ABC | AGENCE
BRÉSILIENNE DE
COOPÉRATION
MINISTÈRE DES RELATIONS EXTÉRIEURES

MINISTÈRE DES
RELATIONS
EXTÉRIEURES

GOVERNEMENT DU BRÉSIL
BRASIL
AUX CÔTÉS DU PEUPLE BRÉSILIEN